

Tableau de bord économique de la Seine-Saint-Denis

Octobre 2019

Analyse des données

CLUB CONJONCTURE 93

Le Club Conjoncture 93 est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis, la Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis, la DIRECCTE Île-de-France, la Banque de France de Seine-Saint-Denis, la Direction Départementale des Finances Publiques, le Comité départemental de tourisme de la Seine-Saint-Denis, le Pôle Emploi Seine-Saint-Denis, l'Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement, la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Seine-Saint-Denis, le Tribunal de commerce de Seine-Saint-Denis, la Direction régionale des douanes de Paris-Est et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents : le suivi régulier d'indicateurs en premier lieu, et l'examen plus structuré par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un Tableau de Bord Économique de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs aux ménages, aux entreprises, au tourisme et aux événements d'affaires, à l'emploi et à la construction et au marché de l'immobilier.

Ces documents sont consultables sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr
- Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.fr
- Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis : www.cci-paris-idf.fr
- Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis : www.cma93.fr
- Comité départemental du tourisme : www.tourisme93.com

SOMMAIRE

- **TENDANCES FRANCILIENNES**
- **LES ENTREPRISES**
- **LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS**
- **LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**
- **LE TOURISME ET LES ÉVÉNEMENTS D'AFFAIRES**
- **LE CHÔMAGE ET L'EMPLOI**
- **LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER**

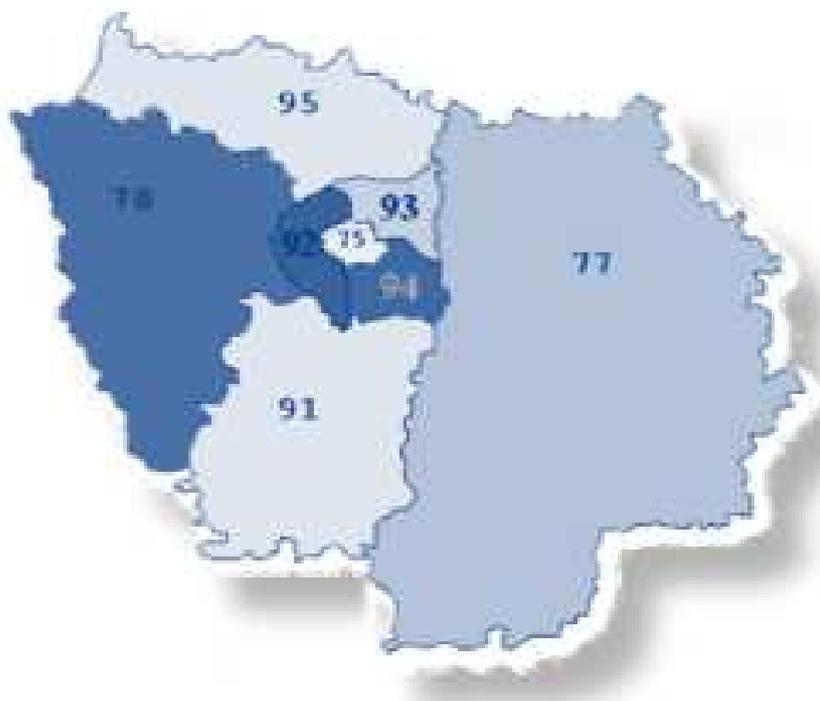
**NOTE MÉTHODOLOGIQUE
CONTACTS**

TENDANCES FRANCILIENNES





- **Conjoncture économique régionale**
- **Entreprises**
- **Ménages**





1- Conjoncture Économique Régionale

La trajectoire haussière de l'activité des services marchands s'est poursuivie.

Un maintien du rythme de croissance est attendu à court terme.

Indicateur du climat des affaires dans les services marchands



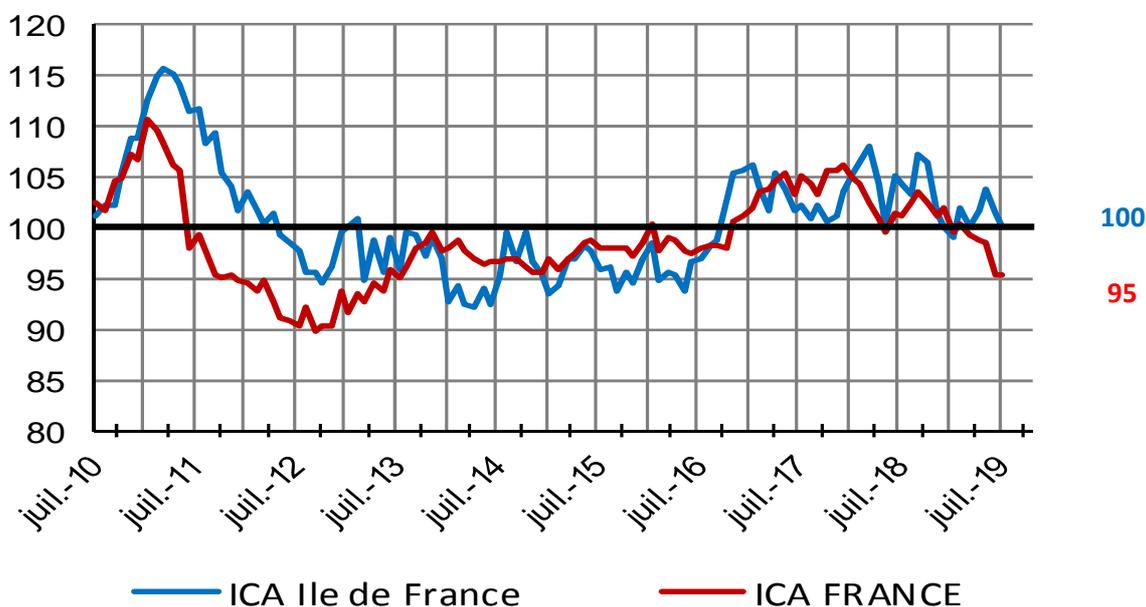
Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et synthétique de la situation conjoncturelle. Il résume le mouvement d'ensemble des soldes d'opinion. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, une dégradation

51,5 % de l'emploi salarié francilien



L'activité industrielle demeure assez soutenue dans la région, et les perspectives restent favorables pour la rentrée après les fermetures de sites au cours du mois d'août.

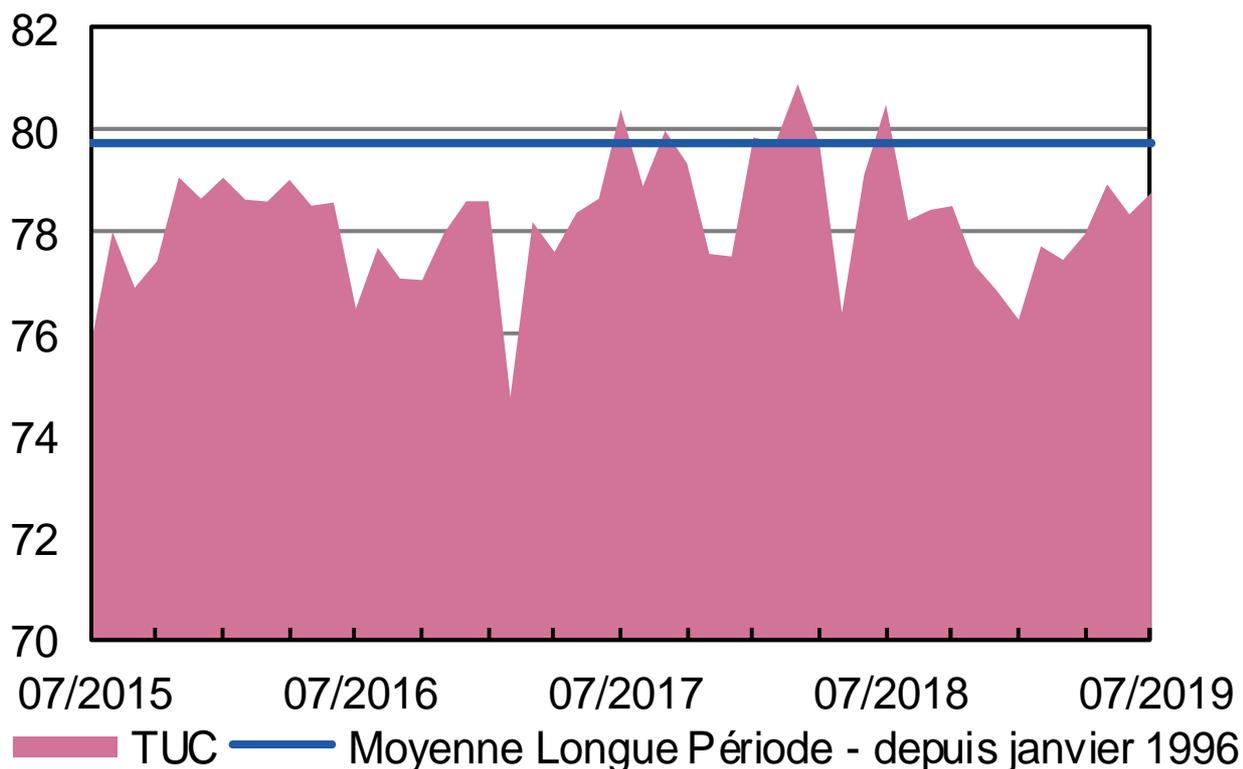
Indicateur du climat des affaires dans l'industrie



Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et synthétique de la situation conjoncturelle. Il résume le mouvement d'ensemble des soldes d'opinion. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, une dégradation

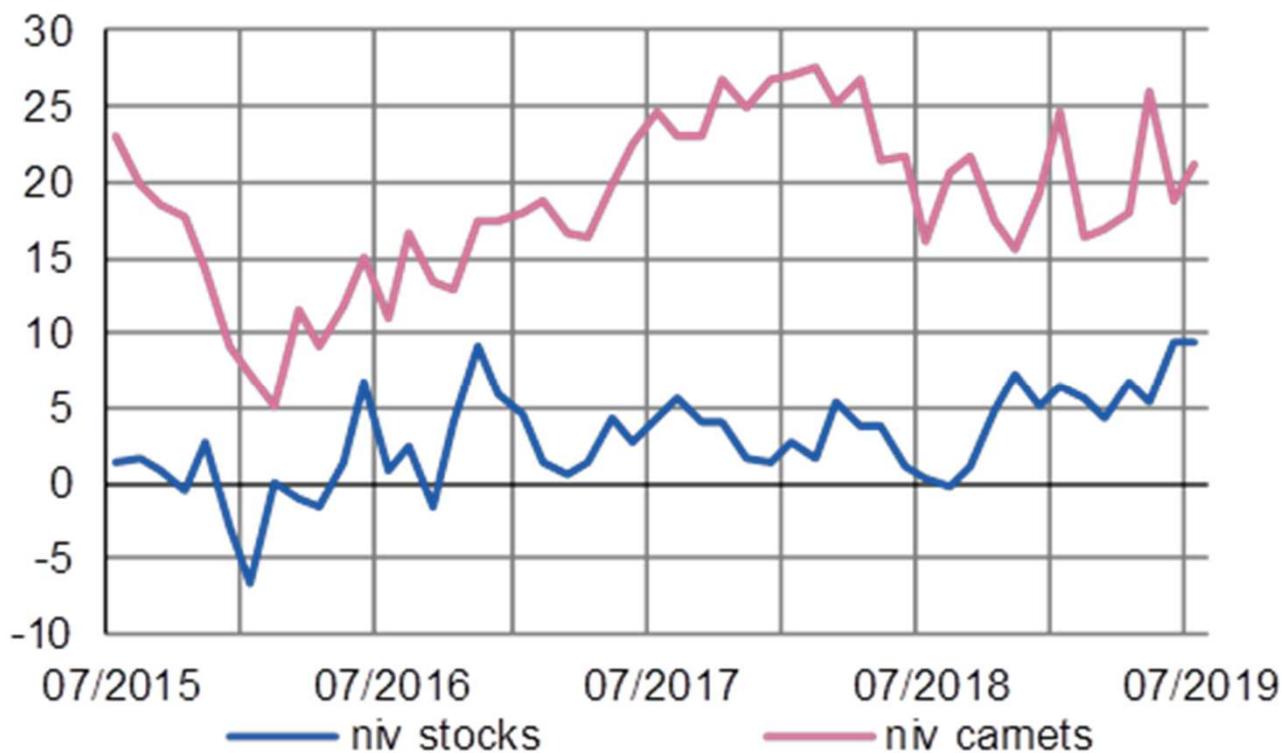
7,6 % de l'emploi salarié francilien

Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie en Ile-de-France



Le taux d'utilisation de l'outil de production s'est établi à 78,8%, en légère progression par rapport au mois précédent, se rapprochant ainsi de sa moyenne de longue période.

Stocks et carnets de commandes dans l'industrie en Ile de France



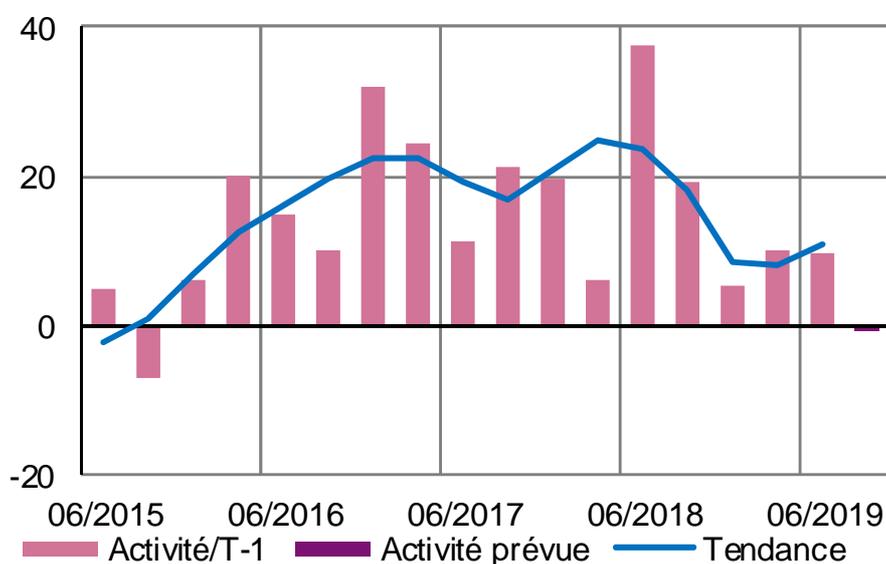
- **Les carnets de commandes** sont bien garnis.
- **Les stocks** de produits finis sont un peu lourds, en prévision des fermetures de sites.



Portée par le secteur du second œuvre, la dynamique de croissance dont bénéficie le bâtiment s'est confirmée au deuxième trimestre et devrait se maintenir le trimestre prochain.

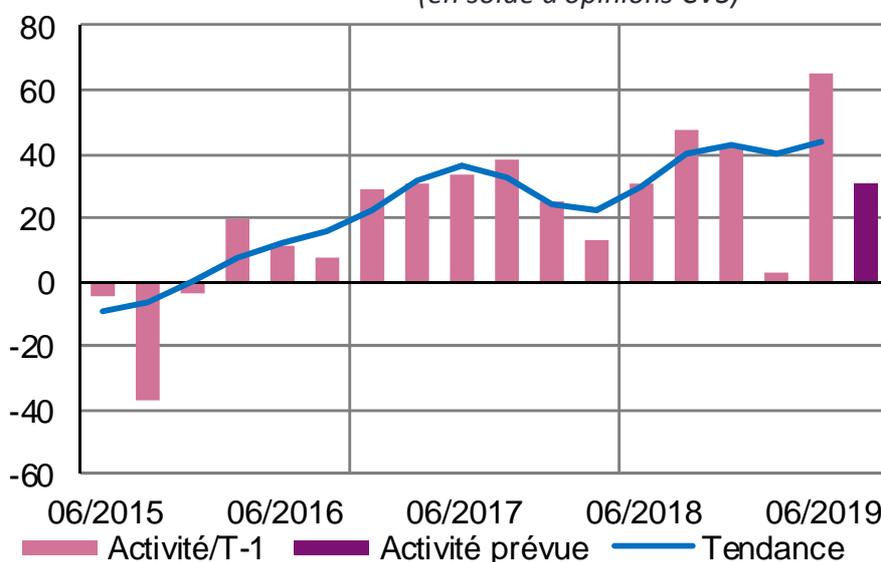
Bâtiment

Évolution globale
 Activité passée et prévisions
 (en solde d'opinions CVS)



Travaux publics

Évolution globale
 Activité passée et prévisions
 (en solde d'opinions CVS)





Évolution de l'emploi salarié par département

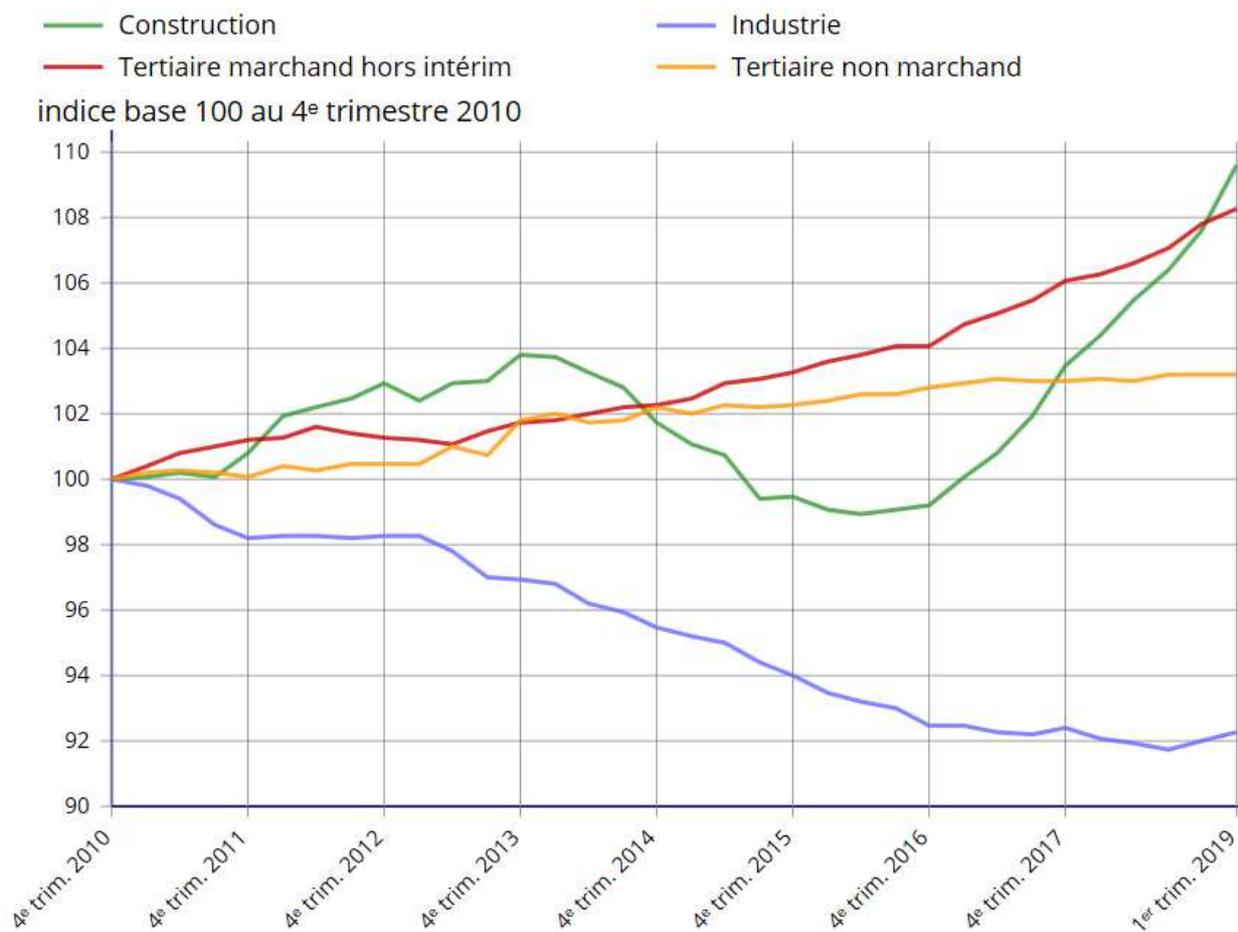
	Emplois (en milliers)			Variation (en %)	
	1 ^{er} trim. 2018	4 ^e trim. 2018	1 ^{er} trim. 2019	trimestrielle	annuelle
Paris	1 806,5	1 833,2	1 842,9	0,5	2,0
Seine-et-Marne	466,0	467,1	468,7	0,3	0,6
Yvelines	538,2	541,3	542,0	0,1	0,7
Essonne	451,9	453,6	454,2	0,1	0,5
Hauts-de-Seine	1 058,9	1 069,5	1 072,8	0,3	1,3
Seine-Saint-Denis	611,3	622,5	626,7	0,7	2,5
Val-de-Marne	535,7	538,8	540,0	0,2	0,8
Val-d'Oise	373,2	375,1	376,6	0,4	0,9
Île-de-France	5 841,6	5 901,1	5 923,8	0,4	1,4
France hors Mayotte	25 111,9	25 236,7	25 330,5	0,4	0,9

Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoff-Urssaf, Dares, Insee.

Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Île-de-France

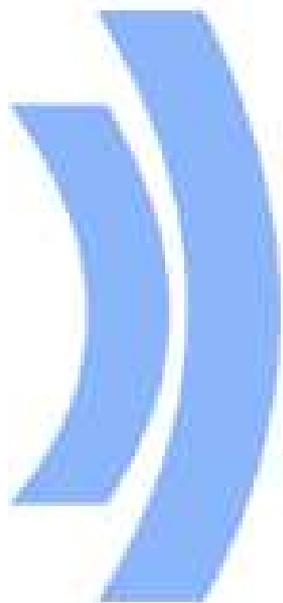


Source : INSEE

Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.



ENTREPRISES

- Financement
- Création
- Entreprises en difficultés



2- Entreprises : Financement des entreprises

Crédits aux sociétés non financières en France

Le taux de croissance annuel des crédits aux sociétés non financières poursuit sa forte progression en juin.

Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
	Juin-19	Avr-19	Mai-19	Juin-19
Total	1 051	6,7	6,8	7,1
Investissement	744	7,0	7,1	7,3
<i>Équipement</i>	451	8,2	8,2	8,5
<i>Immobilier</i>	293	5,3	5,4	5,4
Trésorerie	245	6,9	6,6	6,5
Autres	61	2,2	4,3	7,1

Source : Stat-info crédits aux sociétés non financières – BDF / DGS



2- Entreprises : créations

Les créations d'entreprises poursuivent leur dynamisme à fin juin, avec une progression de 16,7 % sur un an

	Nombre de créations sur un an (à juin 2019)	Glissement du cumul annuel (en %)
Paris	74 353	12,5
Seine-et-Marne	16 210	21,7
Yvelines	19 000	17,5
Essonne	15 874	18,2
Hauts-de-Seine	31 513	12,2
Seine-Saint-Denis	31 340	20,6
Val-de-Marne	23 905	21,2
Val-d'Oise	18 260	24,9
Île-de-France	230 455	16,7
<i>France</i>	<i>749 489</i>	<i>15,9</i>

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene)



2- Entreprises : défaillances

Défaillances d'entreprises en Ile-de-France sur un an

En **France** : le nombre de défaillances sur un an **progressé de 1,4 %**.

	Cumul des 12 derniers mois		Taux de croissance annuel
	juin-18	juin-19	juin-19
Agriculture, Sylviculture et Pêche (AZ)	12	21	75,0
Industrie (BE)	608	553	-9,0
Construction (FZ)	3 027	3 080	1,8
Commerce - Réparation automobile (GZ)	2 284	2 292	0,4
Transports et entreposage (HZ)	778	917	17,9
Hébergement et Restauration (IZ)	1 080	1 125	4,2
Information et Communication (JZ)	570	623	9,3
Activités Financières et d'Assurance (KZ)	198	249	25,8
Activités Immobilières (LZ)	264	243	-8,0
Activités Techniques et Services Administratifs (MN)	1 723	1 750	1,6
Enseignement, Santé, Action Sociale et Services aux Ménages (P)	997	1 111	11,4
Ensemble de l'économie (Ile-de-France)	11 604	12 030	3,7

Source : Direction des Affaires Régionales – Ile de France



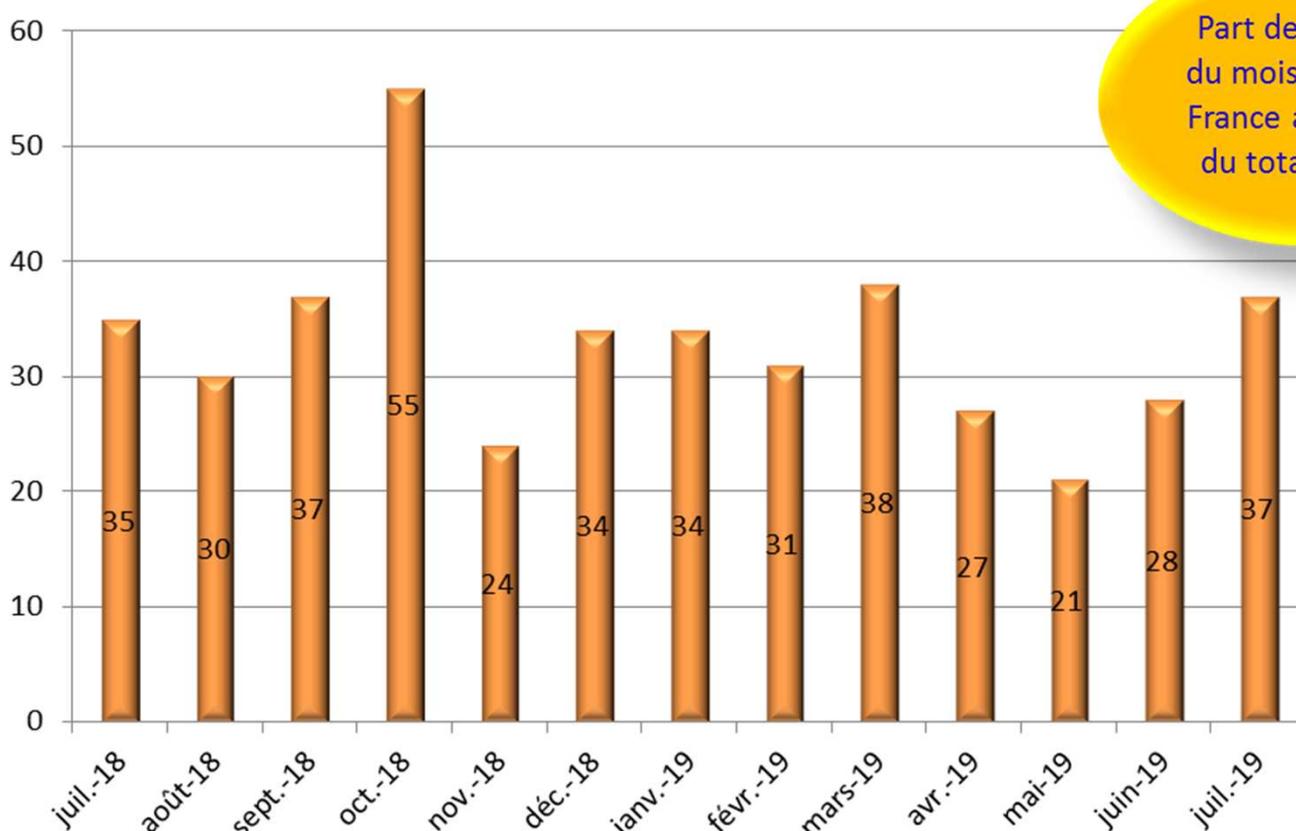
2- Entreprises : médiation du crédit

Dossiers reçus à fin juillet 2019 en cumul :

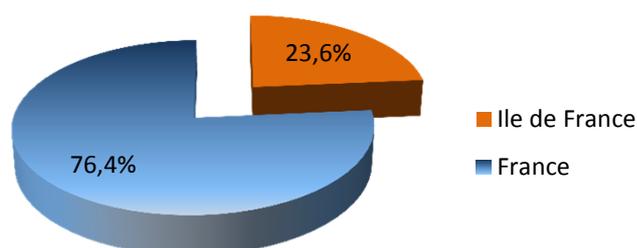
En France : **55 357** dont 77,6 % de dossiers acceptés

En Ile de France : **9 496** dont 78,5 % de dossiers acceptés

Dossiers reçus par mois en Ile de France à fin juillet 2019



Part des dépôts du mois en Ile de France au regard du total France



Source : Direction des Affaires Régionales – Ile de France



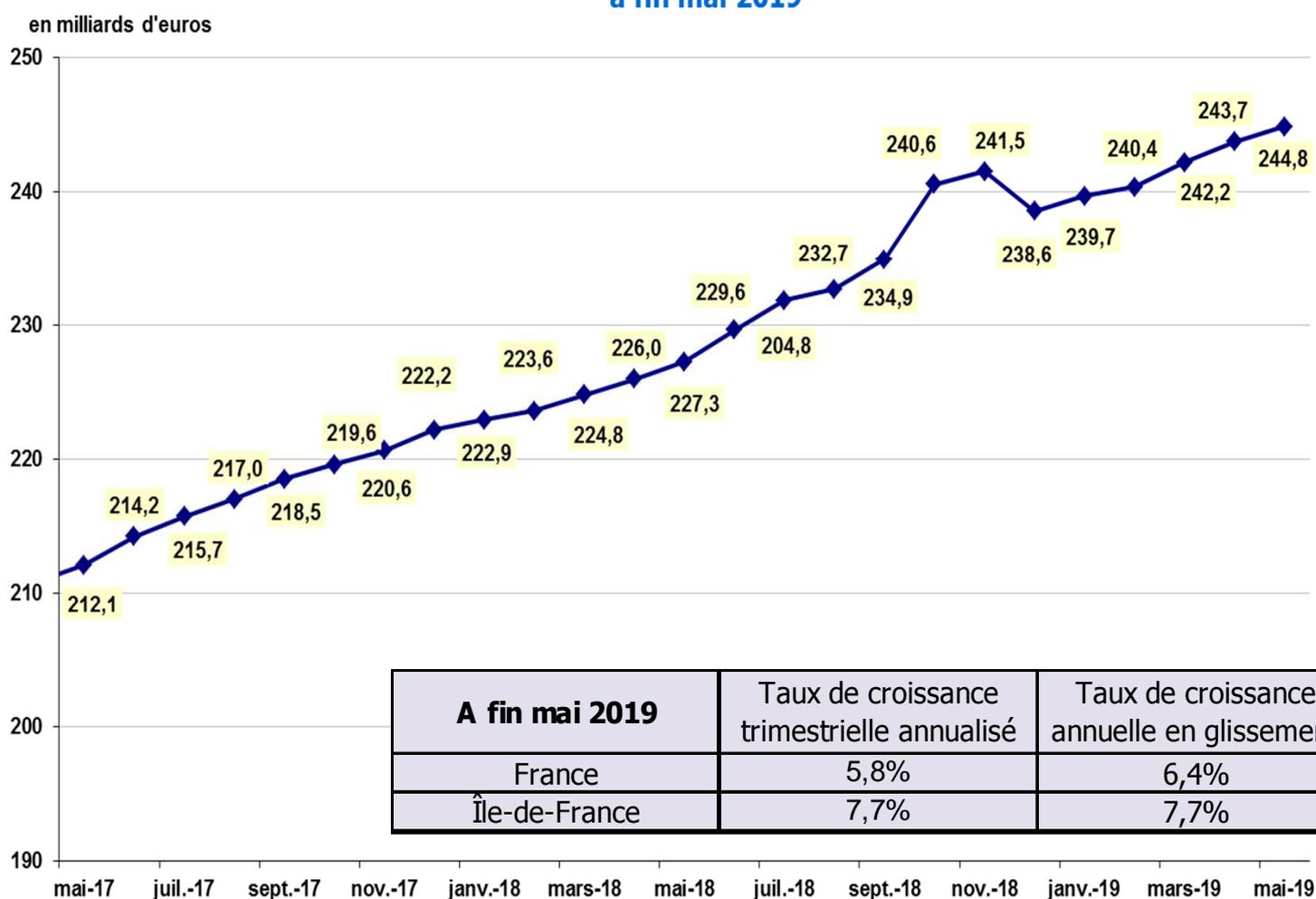
MÉNAGES

- Crédits aux ménages
- Surendettement



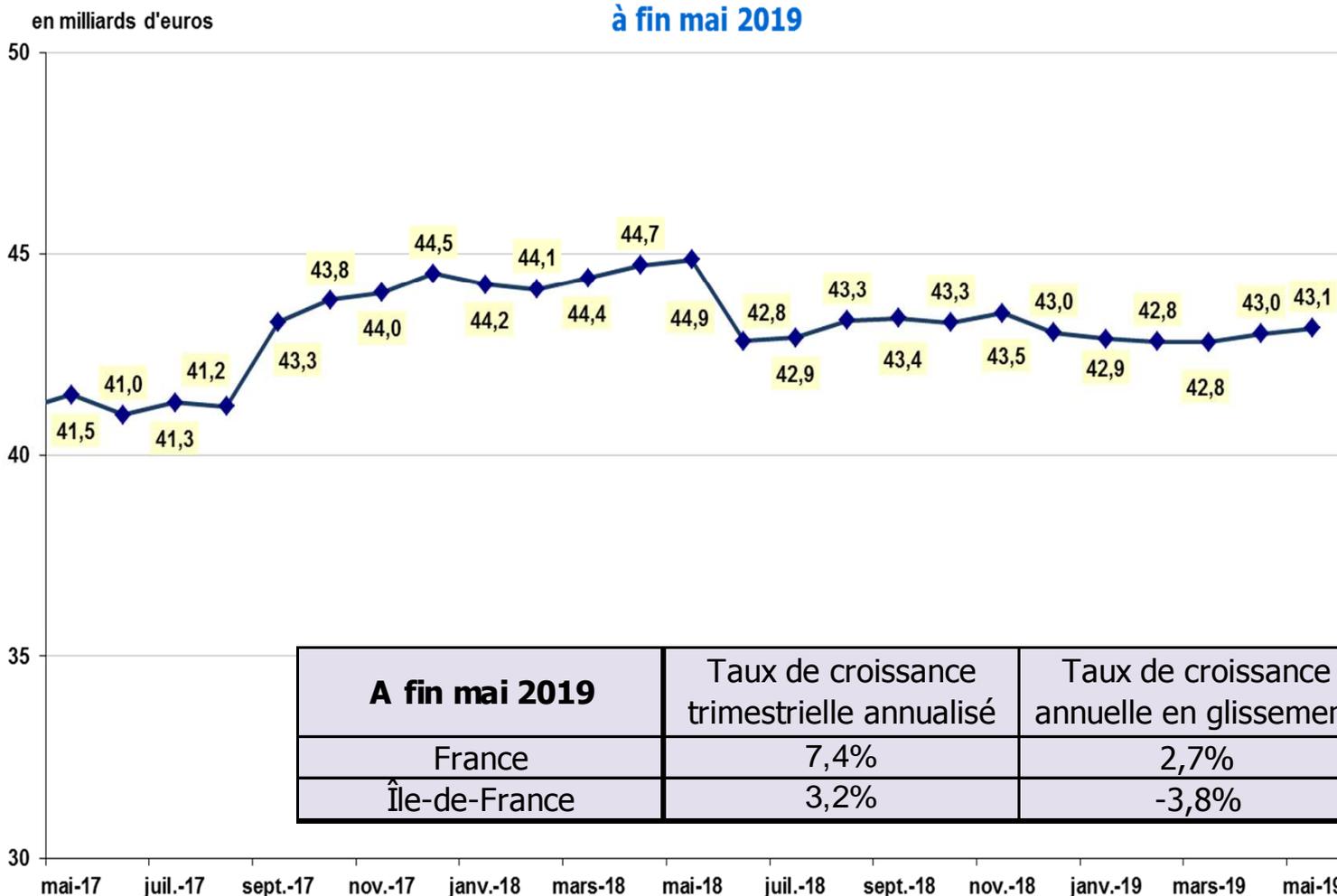
3- Ménages : crédits à l'habitat

Encours des crédits à l'habitat consentis aux ménages en Île-de-France à fin mai 2019



3- Ménages : crédits à la consommation

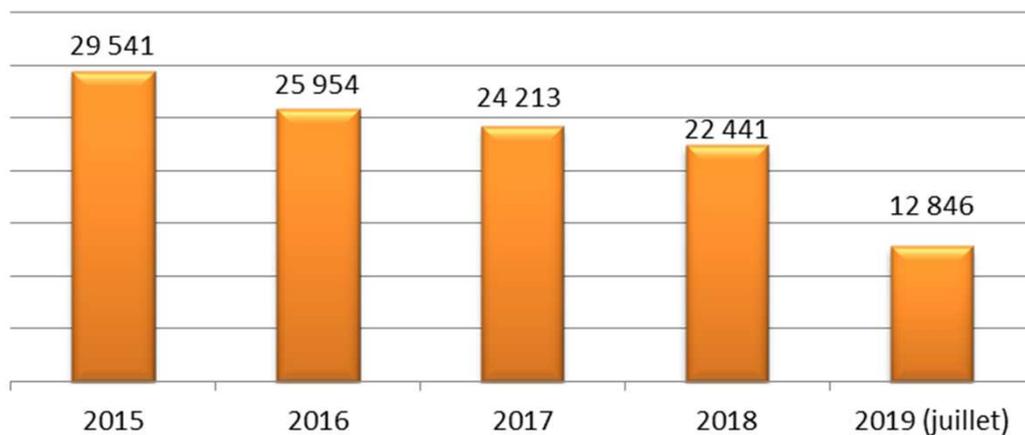
Encours des crédits à la consommation consentis aux ménages en Ile de France à fin mai 2019



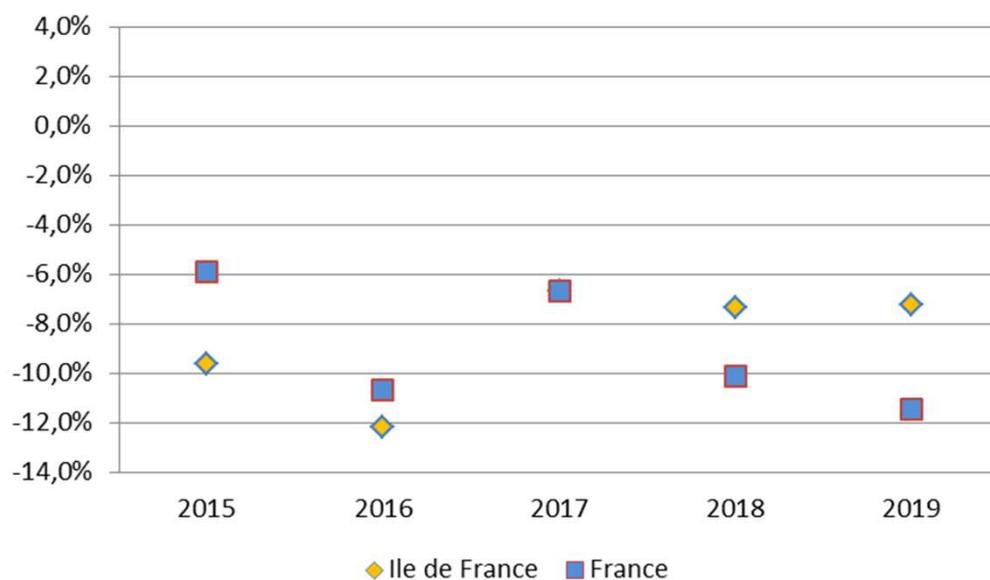


3- Ménages : surendettement

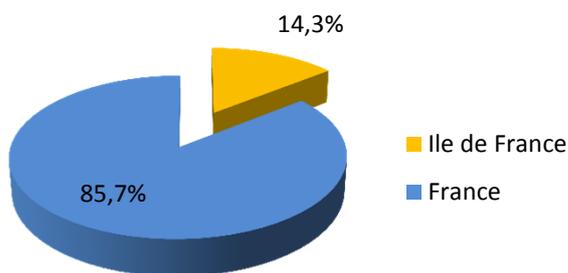
nombre de dossiers déposés en Ile-de-France



Taux de croissance annuel du nombre de dépôts au 31/07/2019



Part des dépôts en Ile de France au regard du total France





Faits marquants JUILLET 2019

Entreprises

- Industrie et services marchands ont connu une activité soutenue, appuyée sur une demande globalement dynamique. Cette bonne tendance devrait se confirmer à la rentrée. (07/2019)
- Les créations d'emplois dans la région se poursuivent, en hausse annuelle de 1,4%, avec des recrutements importants dans la construction (+5% sur un an) (03/2019)
- La dynamique entrepreneuriale se maintient à un haut niveau (plus de 230 000 créations d'entreprises, soit +16,7% sur un an). (06/2019)
- À fin juin 2019, la progression des défaillances d'entreprises sur 12 mois (+3,7%) confirme son ralentissement (+5,5% à fin mai et +5,9% à fin avril). Au niveau national, elle s'affiche à +1,4%. après +2,4% en mai. (06/2019)
- La progression des crédits mobilisables et mobilisés dans la région (9,2%) demeure plus importante que celle du national (7,3%). (06/2019)

Particuliers

- La croissance annuelle des crédits à l'habitat (+7,7%) reste plus vive qu'au niveau national (+6,4%). (05/2019)
- Les crédits à la consommation continuent de diminuer en Ile-de-France (-3,8%) et de progresser sur l'ensemble de la France (+2,7%). (05/2019)
- La réduction des dépôts de dossiers de surendettement se poursuit (-7,2% sur un an en Ile-de-France et -11,4 % au niveau national). (07/2019)

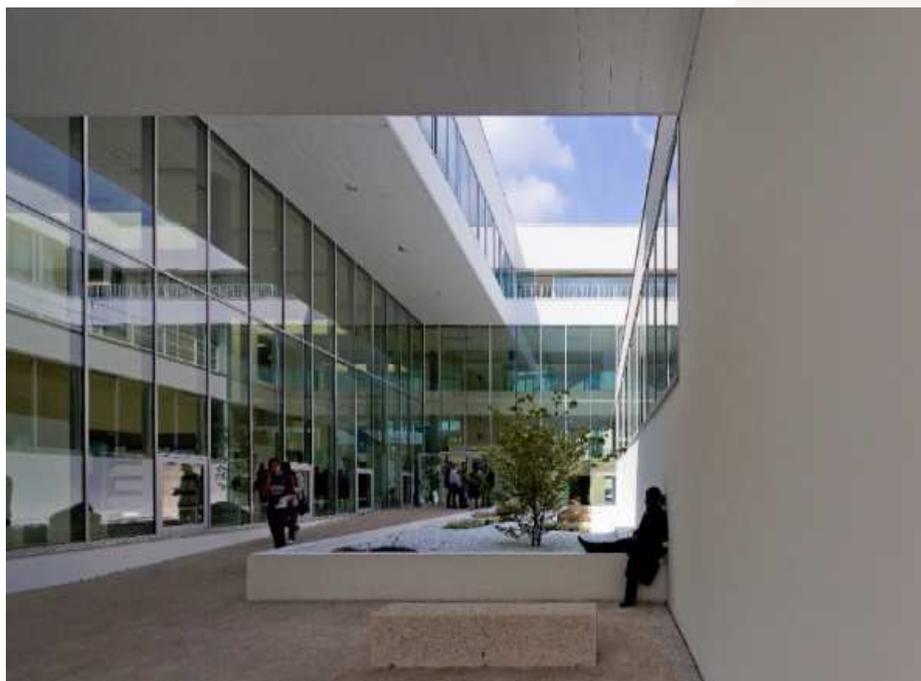


LES ENTREPRISES

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

LES ENTREPRISES

Procédures de redressements, jugements et affaires contentieuses au
Tribunal de commerce de Bobigny



Historique RCS

Agents économiques immatriculés par le Greffe	2014	2015	2016	2017	2018	9/2018	9/2019
Sociétés commerciales	9 827	10 202	11 379	11 695	9244	6214	6636
Sociétés civiles	1 338	1 452	1 648	1 716	1543	1043	1211
G.I.E	9	7	8	9	3	9	1
Dépôts d'actes				38765	79255	54681	41301
Dépôt comptes annuels				23573	31369	17891	15566

Contentieux général

	2018	8/2018	8/2019
Affaires au fond			
dont : affaires nouvelles	1794	1109	987
dont : en cours	1147	1061	1222
dont : terminées	1596	1032	994
Référés	507	341	294
Injonctions de Payer	8250	4728	3742



Ouverture de procédures collectives

PROCEDURES COLLECTIVES OUVERTES	2014	2015	2016	2017	2018	8/2019
jugements d'ouverture	1 568	2 173	2 190	2 146	2339	1436
dont : ouverture sauvegarde	9	11	8	6	6	15
dont : ouverture redressement	154	161	154	124	187	164
dont : ouverture de liquidation judiciaire immédiate et résolution de plan	1 404	1 994	2 026	2 016	2112	1238
Rétablissement professionnel	1	3	0	1	2	1
Conversion de RJ en LJ	100	132	123	101	99	73

Traitement difficultés 8 mois 2019

Tribunal de Commerce de Bobigny - 2019

	Procédure amiable			Procédure d'observation				ISSUE Après période d'observation				Liquidation judiciaire immédiate	ALERTE DU PRESIDENT		
	Mandat ad hoc	Conciliation	Total	Salariés concernés	Sauvegarde	Redressement judiciaire	Total	salariés à l'ouverture	Liquidation judiciaire	Plan de continuation	Plan de cession	Plan de sauvegarde	Salariés concernés	Nombre d'entretiens	
Janvier	0	1	1	0	0	10	10	26	20	4	2	1	173	85	15
Février	0	1	1	18	0	30	30	263	14	3	4	1	154	88	27
Mars	2	0	2	64	0	20	20	24	23	6	4	0	173	100	60
Avril	1	1	2	40	1	25	26	53	17	1	0	0	206	95	36
Total	3	3	6	122	1	85	86	366	74	14	10	2	706	368	138
Mai	0	3	3	12	13	35	48	112	18	4	1	0	194	95	16
Juin	0	1	1	16	0	25	25	38	18	4	2		209	92	1
Juillet	0	3	3	193	1	6	7	82	19	4	2	1	61	37	63
Août	2	0	2	9	0	13	13	145	13	0	0	0	68	61	41
Total	2	7	9	230	14	79	93	377	68	12	5	1	532	285	121
Septembre			0				0								
Octobre			0				0								
Novembre			0				0								
Décembre			0				0								
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	5	10	15	352	15	164	179	743	142	26	15	3	1238	653	259



LE TISSU ECONOMIQUE ARTISANAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS



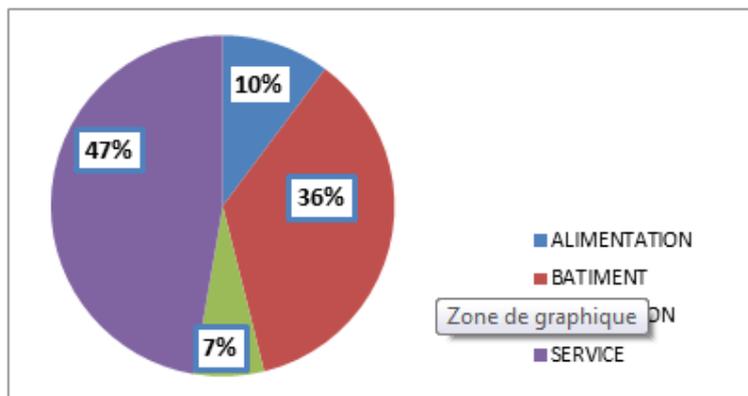
Deux critères définissent l'entreprise artisanale :

- **La nature de son activité** : l'entreprise doit exercer une activité professionnelle de production, de réparation, de transformation ou de prestation de services qui figure sur une liste établie par le décret d'avril 1998.
Il y a quatre grandes catégories d'activités : l'alimentation, le bâtiment, la fabrication et les services.
- **Sa taille** : l'entreprise doit employer moins de 10 salariés au moment de sa création. Le droit de suite lui permet, toutefois, de garder son rattachement au secteur des métiers au-delà du seuil de 10 salariés.

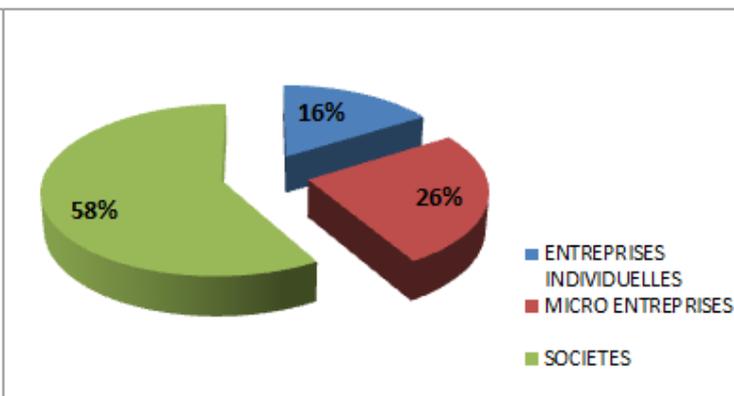
Toute entreprise de moins de 10 salariés dont l'activité relève du champ de l'artisanat doit être immatriculée au Répertoire des Métiers tenu par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.

Au 30 Juin 2019, l'Artisanat en Seine-Saint-Denis représente 34.552 entreprises

Répartition par secteurs professionnels



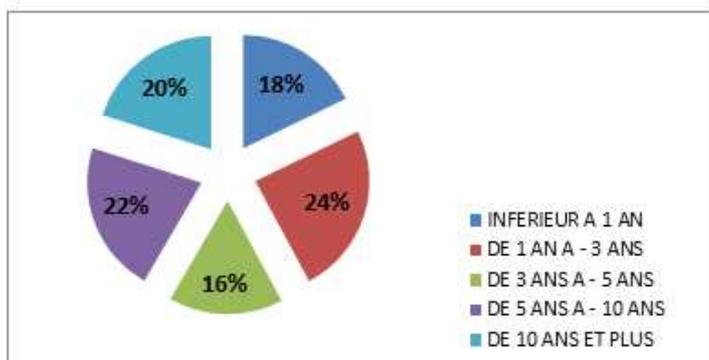
Répartition par statut



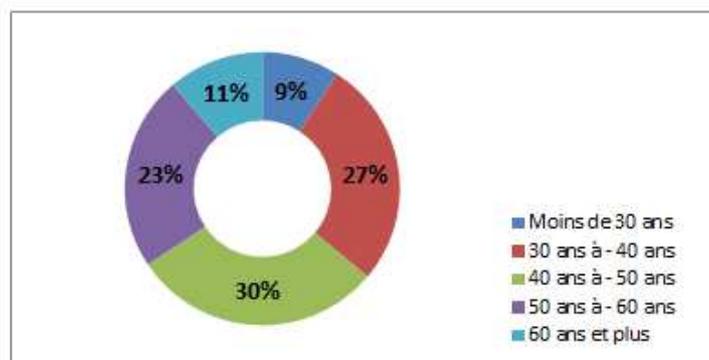
Evolution du Répertoire des Métiers

SECTEURS PROFESSIONNELS	CUMUL JUIN 2018	JANVIER 2019	FEVRIER 2019	MARS 2019	AVRIL 2019	MAI 2019	JUIN 2019	CUMUL JUIN 2019
ALIMENTATION	261	52	43	60	40	38	53	286
BATIMENT	978	192	167	173	177	135	184	1028
FABRICATION	133	35	20	25	24	25	32	161
SERVICES	1839	411	298	353	315	235	253	1865
TOTAL	3211	690	528	611	556	433	522	3340

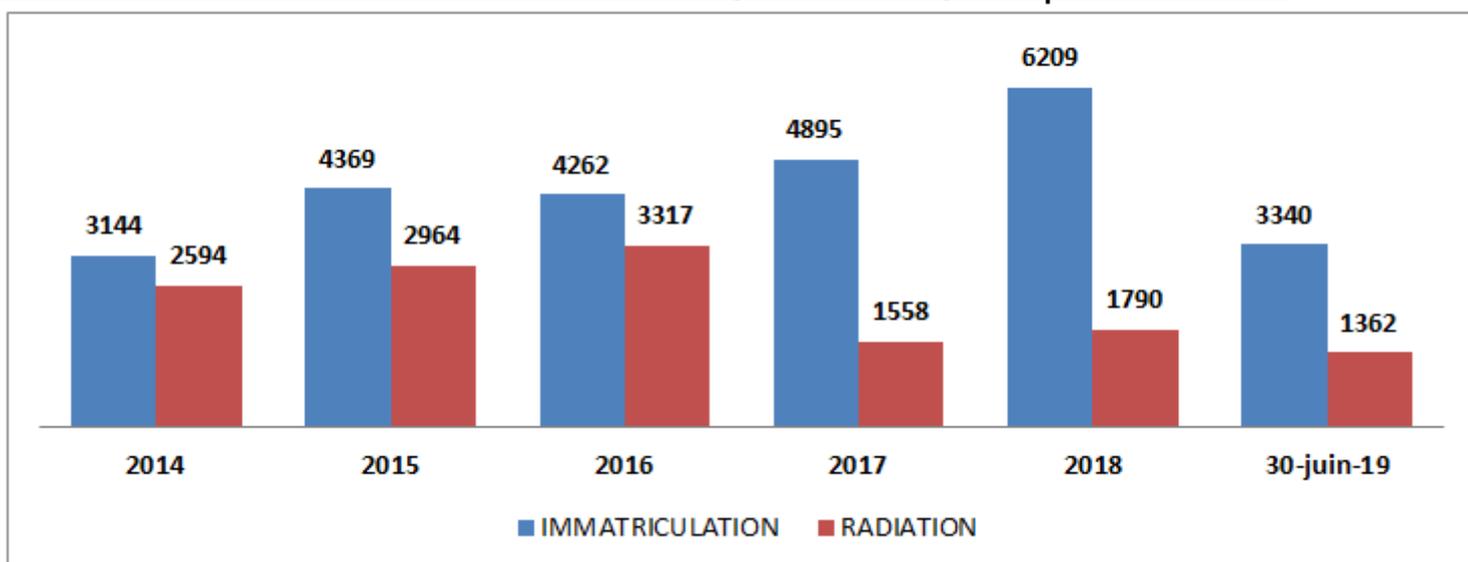
Antériorités des entreprises



Age des dirigeants



Evolution des créations et des radiation entreprises au Répertoire des Métiers

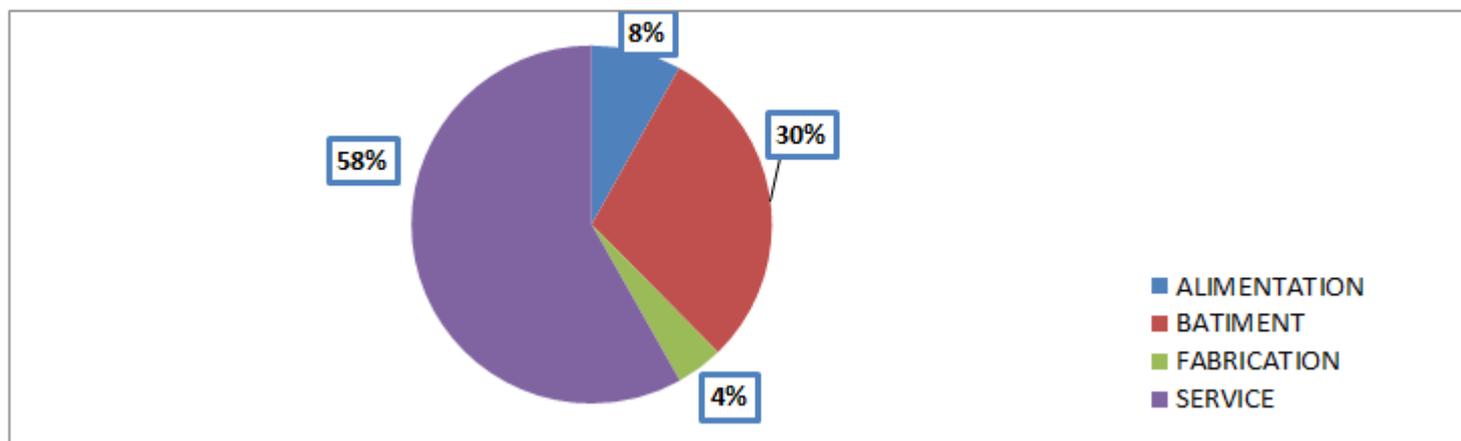


Création d'entreprises

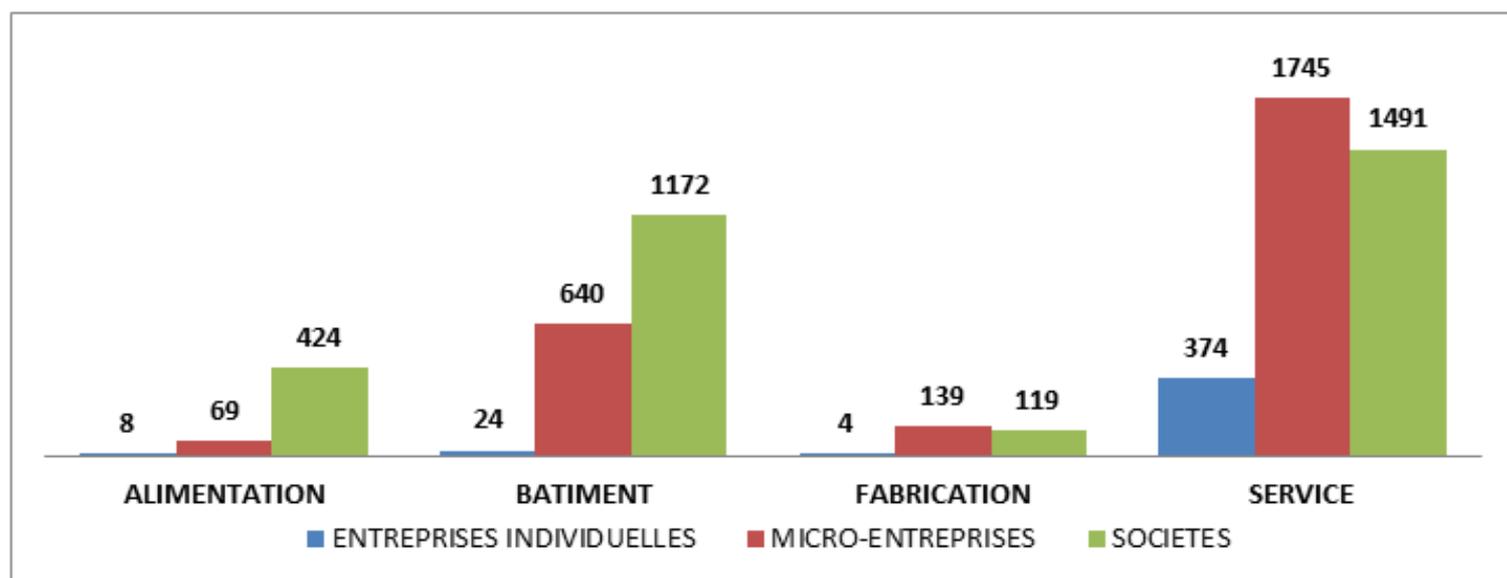
Nombre de créations d'entreprises sur l'année 2018 : 6 209 (+ 30 % sur 1 an)

- Dans la même période, le nombre de radiations (1 790) a augmenté de + 13 %

➤ Répartition par secteurs professionnels sur l'année 2018



Répartition par formes juridiques et par secteurs professionnels sur l'année 2018



Focus sur la représentation des VTC dans l'immatriculation des entreprises nouvelles

Années	Immatriculations	Immatriculations des VTC	Représentation des VTC dans le volume des créations d'entreprises en %
2016	4262	676 dont 335 du 01/01 au 30/06/2016	20%
2017	4895	1388 dont 564 du 01/01 au 30/06/2017	30%
2018	6209	1921 dont 933 du 01/01 au 30/06/2018	26%
Au 30 juin 2019	3340	1235 au 30 juin 2019	45%

Au 30 juin 2019, les VTC **représentent 15 %** du secteur artisanal (34 552 entreprises)

LA CREATION D'ENTREPRISES



Chiffres de la création d'entreprise

Source INSEE Traitement observatoire de la création d'entreprise

La création d'entreprise : chiffres du premier semestre 2019/2018

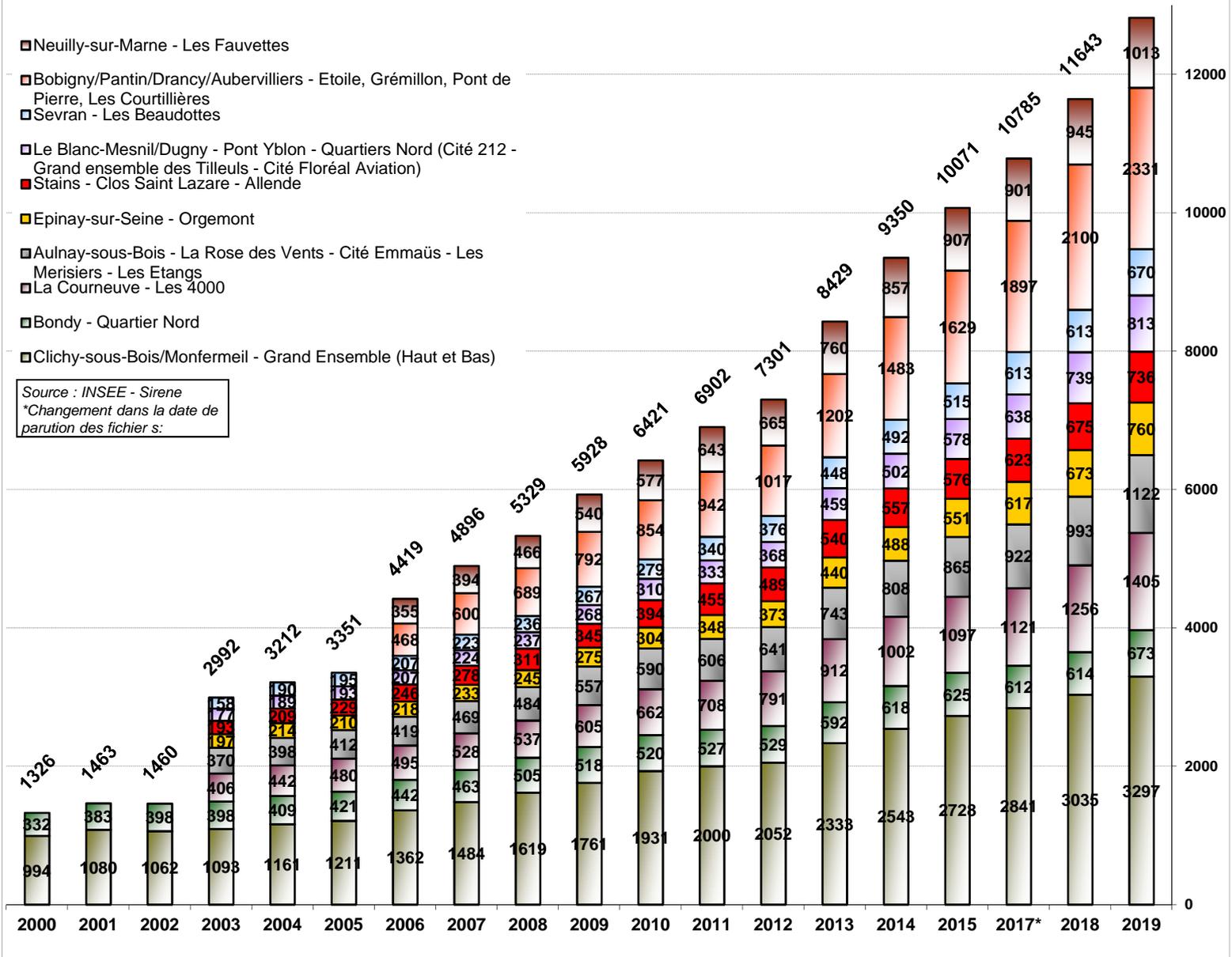
Région et département	S1 2018	S1 2019	Évolution %
Île-de-France	106 855	125 261	+ 17,2
75 - Paris	34 942	39 596	+ 13,3
77 - Seine-et-Marne	7 140	9 150	+ 28,2
78 - Yvelines	8 761	10 460	+ 19,4
91 - Essonne	7 352	8 876	+ 20,7
92 - Hauts-de-Seine	15 018	16 803	+ 11,9
93 - Seine-Saint-Denis	14 552	17 282	+ 18,8
94 - Val-de-Marne	10 761	12 999	+ 20,8
95 - Val-d'Oise	8 329	10 095	+ 21,2

Les « ZFU – territoires entrepreneurs »



2019

Evolution et répartition du nombre d'établissements en ZFU



Année 2019

Si au départ, la politique de la ville a été créée pour réduire les inégalités entre les quartiers sensibles, devenus aujourd'hui les quartiers prioritaires, et le reste du territoire, la politique de la ville n'a cessé de s'adapter aux changements de la société : changement social, urbain voire même politique. Tout du long, elle a concentré des moyens financiers et humains adaptés pour réduire les inégalités sociales et permettre une véritable cohésion des territoires.

Pour les années 2018/2019, dans la continuité de 2017, sur le plan économique, il faut noter la mise en place des emplois francs qui a encouragé l'embauche des habitants des quartiers et qui doit tisser un lien entre habitants et entreprises.

En effet, annoncé en novembre 2017 par le Président de la République, l'expérimentation du dispositif des « Emplois Francs » a débuté en avril 2018 sur l'ensemble des quartiers prioritaires de Seine-Saint-Denis. L'objectif de ce dispositif a été de répondre aux discriminations territoriales que subissent les habitants des QPV en raison de leur lieu d'habitation. A diplôme, âge et parcours équivalents, il est plus difficile d'accéder à un emploi lorsque l'on habite certains quartiers dits « difficiles ». Il s'agit certes de promouvoir une mesure de « discrimination positive » pour endiguer le chômage mais il s'agit avant tout d'un principe d'égalité pour les personnes.

Concrètement, une entreprise ou une association où qu'elle soit installée, peut bénéficier d'une prime de 15 000 euros sur 3 ans pour une embauche en CDI et de 5 000 euros sur 2 ans pour un CDD de plus de 6 mois attribué à un demandeur d'emploi de ces quartiers.

Ce nouveau dispositif doit mieux répondre aux attentes des habitants et des chefs d'entreprise et être plus souple administrativement que l'était son aîné. Pour rappel, en 2013, le dispositif « Emplois Francs », outil de lutte contre les discriminations, avait été testé sur onze communes du département de Seine-Saint-Denis : Clichy-sous-Bois, Montfermeil, Epinay-sur-Seine-Stains, La Courneuve, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Aubervilliers, Villetaneuse, Aulnay-sous-Bois et Sevran. L'idée, à l'époque, était d'encourager financièrement les entreprises embauchant de jeunes diplômés habitant dans des quartiers frappés par le chômage. Ce dispositif prévoyait l'expérimentation, pour une durée de trois ans, d'une aide forfaitaire fixée à 5000 euros l'embauche par les entreprises du secteur marchand d'un jeune en recherche d'emploi, rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi et résidant dans les zones urbaines sensibles (ZUS) de certaines communes en contrat à durée indéterminée (CDI) à temps complet. L'objectif était de créer 2 000 emplois francs sur l'année. Or, seulement 250 contrats avaient finalement été signés, en raison notamment de critères trop rigides.

Force est de constater, que les politiques ont su reconnaître l’erreur d’une administration peu agile et ont su rebondir pour rendre les dispositifs de la ville plus accessibles aux chefs d’entreprise.

Evolution statistique : le nombre d’établissements présents dans les dix zones franches urbaines – territoires entrepreneurs de Seine-Saint-Denis

En 2018, les dix zones franches urbaines – territoires entrepreneurs (ZFU-TE) de Seine-Saint-Denis représentent un vivier de **11 643 établissements**,

Le tableau ci-dessous présente le nombre d’établissements présents sur chaque ZFU-TE :

Zones Franches Urbaines – Territoires Entrepreneurs	Nombre d’établissements au 01/01/2017	Nombre d’établissements au 01/01/2018	Evolution exprimée en %
Aubervilliers/Bobigny/Drancy/Pantin	1897	2100	+10,7 %
Aulnay-sous-Bois	922	993	+7,7 %
Bondy	612	614	+0,3 %
Clichy-sous-Bois/Montfermeil/Gagny	2841	3035	+6,83 %
Epinay-sur-Seine	617	673	+9,08 %
La Courneuve	1121	1256	+12,04 %
Le Blanc-Mesnil/ Dugny	638	739	+15,83 %
Neuilly-sur-Marne	901	945	+4,88 %
Sevran	613	613	0
Stains	623	675	+8,48 %
Total	10 785	11 643	+8 %

Source : Fichier INSEE – SIRENE/ Observatoire ZFU-TE de Seine-Saint-Denis, CCI SEINE-SAINT-DENIS - 2018

Les ZFU-Territoires Entrepreneurs de Seine-Saint-Denis, avec un taux de croissance supérieur à celui enregistré l’année dernière (6.9 %), ont enregistré une progression du stock d’établissements de 8 %, confirmant ainsi leur dynamisme économique.

Les ZFU-Territoires Entrepreneurs du Blanc Mesnil-Dugny et La Courneuve sont les territoires ayant le plus fortement contribué à cette croissance du stock d’établissements comptabilisés sur les 10 ZFU-Territoires Entrepreneurs de notre département avec des hausses respectives de 12,04 % et 15,83 %.

LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS

Le commerce extérieur de la Seine-Saint-Denis

Le chiffre d'affaires des entreprises

Les recettes de TVA

Les recettes d'Impôt sur les sociétés

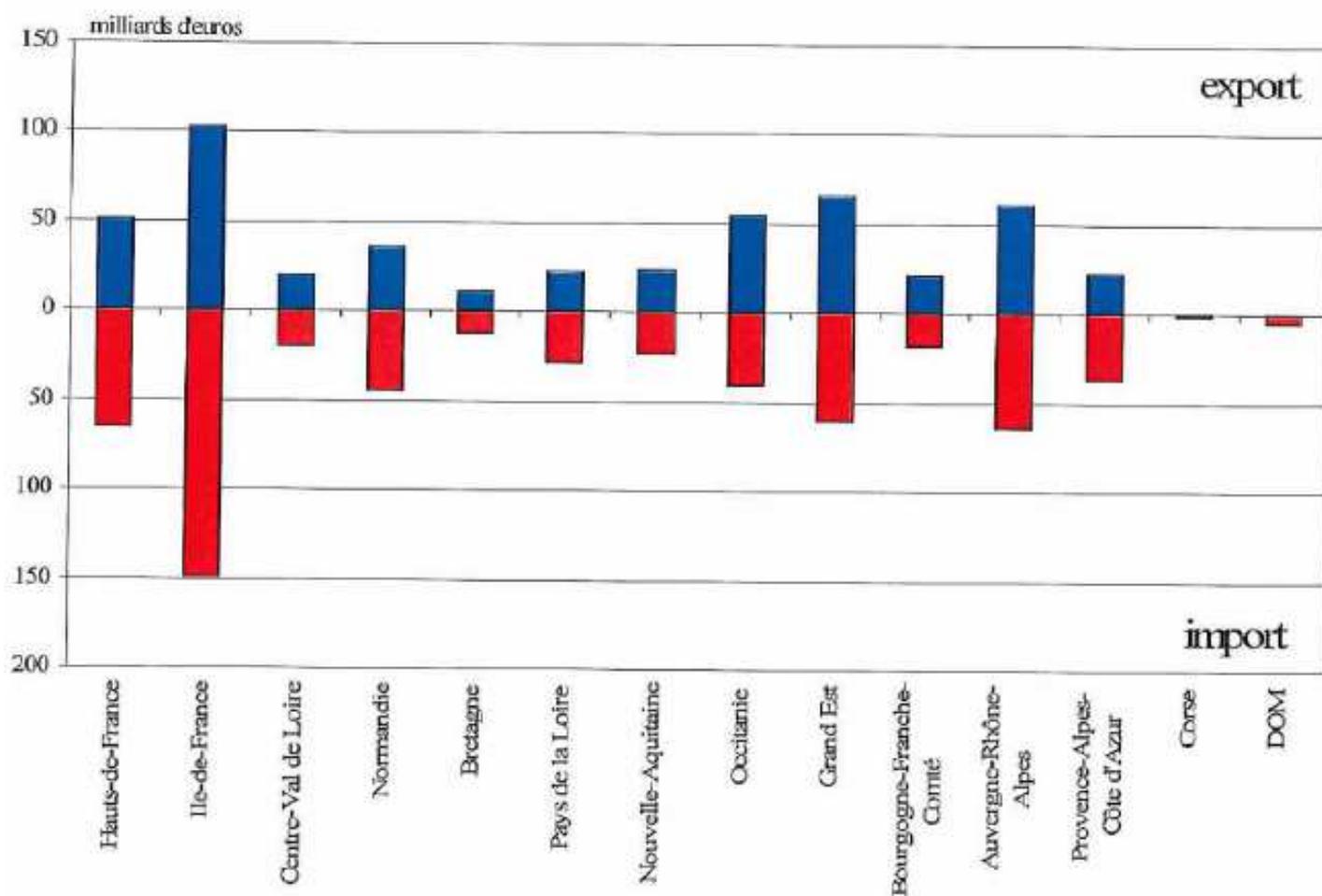
LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA SEINE-SAINT-DENIS

source: "Le Kiosque" Douanes

1. Présentation générale des échanges commerciaux internationaux réalisés en Ile-de-France (hors matériel militaire, en millions d'euros).

	Export	Import	Solde		Export	Import	Solde
1T1999	13 670	20 150	-6 480	2013	77 238	131 548	-54 310
2T2018	23 745	36 796	-13 051	2014	77 471	130 351	-52 879
3T2018	23 075	35 542	-12 467	2015	83 490	137 495	-54 005
4T2018	26 920	39 501	-12 581	2016	84 531	138 893	-54 362
1T2019	26 385	37 554	-11 170	2017	89 933	144 389	-54 456
2T2019	26 681	36 863	-10 182	2018	97 421	148 562	-51 142

La part de la région Ile-de-France dans les échanges globaux est de 20,9 % pour les exportations (19,7 % en 2018) et de 26,4% pour les importations (26,5 % en 2018) – période 3T2018 - 2T2019



2. Part des échanges commerciaux internationaux de la Seine Saint Denis par rapport aux autres départements d'Ile de France

➤ Poids des départements franciliens (3T2018 - 2T2019)

<u>Exportations</u>	<u>%</u>	<u>Importations</u>	<u>%</u>
Paris	16,4	Paris	20,5
Seine-et-Marne	21,0	Seine-et-Marne	17,8
Yvelines	7,9	Yvelines	11,7
Essonne	5,3	Essonne	7,6
Hauts-de-Seine	21,5	Hauts-de-Seine	13,2
Seine-Saint-Denis	6,4	Seine-Saint-Denis	8,8
Val-de-Marne	4,2	Val-de-Marne	7,3
Val-d'Oise	17,2	Val-d'Oise	13,1

La Seine Saint Denis représente 6,4 % des exportations franciliennes (7,5 % sur l'année 2017, 6,8 % en 2018) et 8,8 % des importations (10 % sur l'année 2017, 9,1 % en 2018).

➤ Focus sur la balance commerciale de la Seine Saint Denis (2T2018 – 2T 2019, en millions d'euros)

	<u>Export</u>	<u>Import</u>	<u>Solde</u>		<u>Export</u>	<u>Import</u>	<u>Solde</u>
1T1999	1 227	2 128	-901	2013	5 805	11 949	-6 144
2T2018	1 542	3 531	-1 989	2014	5 500	12 049	-6 549
3T2018	1 541	2 981	-1 440	2015	6 133	12 004	-5 871
4T2018	1 633	3 600	-1 967	2016	6 712	12 677	-5 965
1T2019	1 721	3 349	-1 628	2017	6 756	14 423	-7 668
2T2019	1 715	3 261	-1 547	2018	6 313	13 320	-7 007

➤ *Structure des échanges par type de produits (3T2018 – 2T2019, en millions d'euros)*

▶ *Palmarès produits sur la période 3T2018 - 2T2019*

Exportations Nomenclature agrégée A129	millions d'euros		
	valeur	%	rang antérieur*
Articles d'habillement	1 065	16,1	3
Cuir, bagages et chaussures	1 034	15,6	1
Produits de la construction aéronautique et s	811	12,3	2
Produits pharmaceutiques	369	5,6	6
Articles de joaillerie et bijouterie, instrument	272	4,1	7
Machines et équipements d'usage général	263	4,0	8
Appareils de mesure, d'essai et de navigation	252	3,8	4
Matériel électrique	247	3,7	5
Produits chimiques divers	238	3,6	9
Parfums, cosmétiques et produits d'entretien	165	2,5	10
Instruments à usage médical, optique et dents	153	2,3	13
Équipements pour automobiles	152	2,3	11
Produits de la construction automobile	147	2,2	14
Déchets industriels	123	1,9	12
Ouvrages en métaux (coutellerie, outils, quin	109	1,6	16
autres	1 209	18,3	
Total	6 610	100	

* période 3T2017 - 2T2018

Importations Nomenclature agrégée A129	millions d'euros		
	valeur	%	rang antérieur*
Produits de la construction automobile	3 588	27,2	1
Articles d'habillement	1 722	13,1	2
Machines et équipements d'usage général	671	5,1	4
Cuir, bagages et chaussures	535	4,1	5
Appareils ménagers	518	3,9	8
Matériel électrique	474	3,6	7
Produits électroniques grand public	414	3,1	9
Téléphones et équipements de communicati	336	2,5	10
Produits de la construction aéronautique et a	298	2,3	3
Ordinateurs et équipements périphériques	281	2,1	11
Produits en plastique	273	2,1	12
Produits pharmaceutiques	271	2,1	6
Équipements pour automobiles	224	1,7	20
Meubles	219	1,7	15
Ouvrages en métaux (coutellerie, outils, quin	218	1,7	13
autres	3 149	23,9	
Total	13 191	100	

* période 3T2017 - 2T2018

➤ *Structure des échanges par pays d'importation / exportation (3T2018 - 2T2019)*

Exportations Nomenclature agrégée A129	millions d'euros		
	valeur	%	rang antérieur*
Etats-Unis d'Amérique	637	9,6	1
Allemagne	513	7,8	2
Belgique	432	6,5	6
Chine	429	6,5	4
Suisse	423	6,4	3
Royaume-Uni	386	5,8	5
Espagne	338	5,1	7
Italie	332	5,0	8
Pays-Bas	298	4,5	10
Hong-Kong	296	4,5	9
Cote d'Ivoire	178	2,7	11
Singapour	115	1,7	14
Algérie	109	1,7	13
Pologne	107	1,6	18
Japon	103	1,6	12
autres	1 916	29,0	
Total	6 610	100	

* période 3T2017 - 2T2018

Importations Nomenclature agrégée A129	millions d'euros		
	valeur	%	rang antérieur*
Chine	2 842	21,5	1
Slovaquie	1 823	13,8	4
Espagne	1 544	11,7	2
Allemagne	760	5,8	5
Italie	704	5,4	6
Etats-Unis d'Amérique	571	4,3	3
Portugal	560	4,2	8
Pays-Bas	424	3,2	7
Turquie	375	2,8	9
Royaume-Uni	372	2,8	12
Belgique	316	2,4	10
Cote d'Ivoire	286	2,2	11
Japon	211	1,6	13
Irlande	178	1,4	16
Bangladesh	166	1,3	15
autres	2 053	15,6	
Total	13 191	100	

* période 3T2017 - 2T2018

LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

- Le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises
- Les recettes de TVA
- Les recettes d'Impôt sur les sociétés (IS)
- Le CICE millésime 2018
- Bilan d'activité 2018 de la Commission des chefs des services financiers (CCSF)

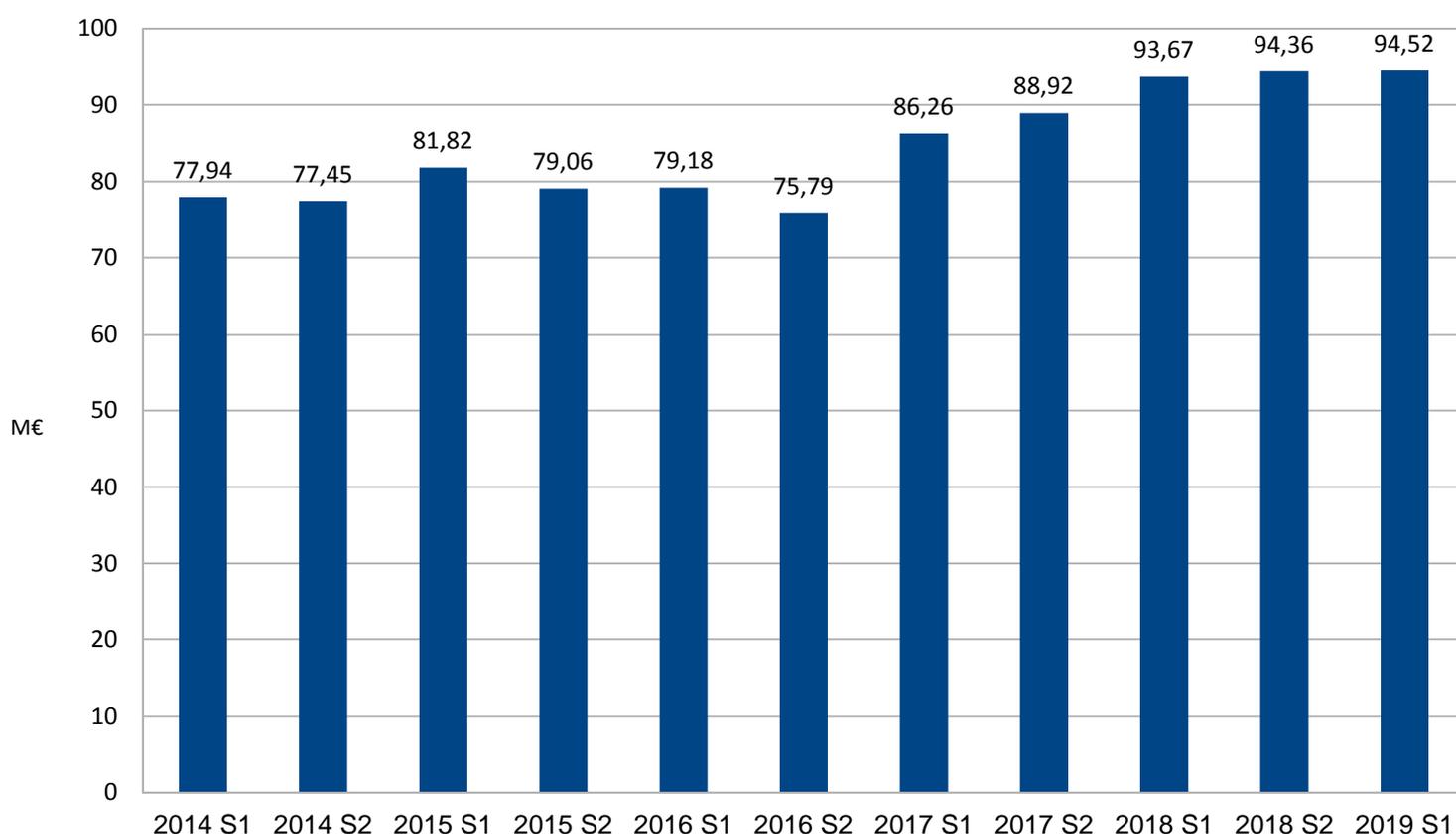
Situation au 30 juin 2019

I. Le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les déclarations de TVA qu'elles sont tenues de déposer. Elles intègrent les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis gérées par la Direction des Grandes Entreprises (DGE).

Évolution du chiffre d'affaires déclaré en Seine-Saint-Denis

CA déclaré semestriel

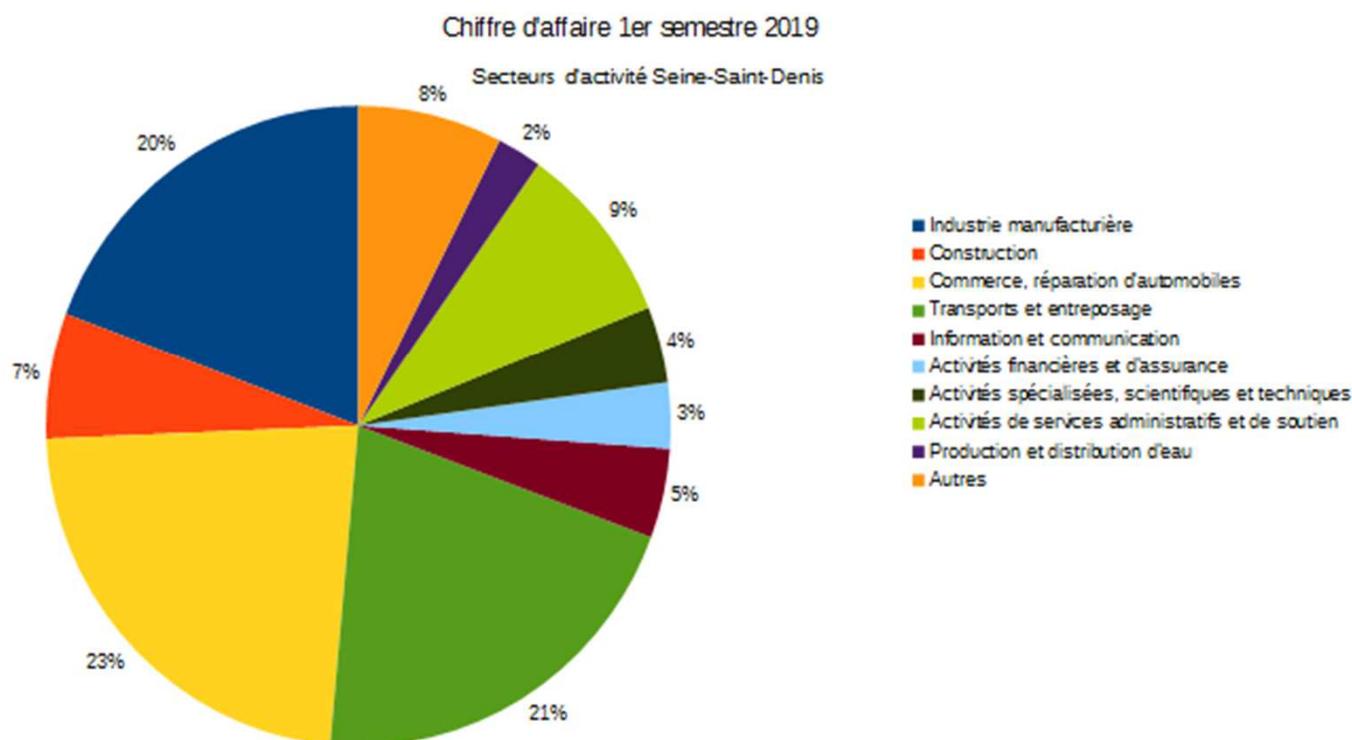


Au cours du 1^{er} semestre 2019, le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis demeure stable autour de 94 milliards d'euros.

Par comparaison, ce chiffre a progressé au plan national de 6,67 % et au plan régional IDF de 5,33 %.

Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité

Au regard du chiffre d'affaires (CA), les principaux secteurs d'activité se répartissent comme suit :



Les principaux secteurs d'activité au regard du chiffre d'affaires (CA) se répartissent comme suit:

Secteur d'activité	Poids relatif	Evolution sur 6 mois (CA)	Evolution sur 12 mois (CA)
Commerce et réparation d'automobiles	23%	-5%	-3%
Transport et entreposage	21%	-1%	2%
Industrie manufacturière	20%	4%	3%
Activit. de serv. administratifs et de soutien	9%	-18%	-8%
Construction	7%	7%	8%
Information et communication	5%	3%	-12%
Activités spécialisées scientifiques et techniques	4%	9%	15%
Activités financières et d'assurance	3%	14%	16%

Les trois secteurs d'activité les plus importants correspondent à plus de 60 % du chiffre d'affaires annuel déclaré par les entreprises implantées dans le département.

Comparaison régionale

Chiffre d'affaires déclaré – Seine-Saint-Denis et Région Île-de-France

Période	Seine-Saint-Denis		Région IDF	
Cumul 12 mois glissant 30/06/2017	162 051 376 937 €	2,41%	2 316 254 939 703 €	1,55%
Cumul 12 mois glissant 30/06/2018	182 589 672 037 €	12,67%	2 440 087 845 791 €	5,35%
Cumul 12 mois glissant 30/06/2019	188 887 458 766 €	3,45%	2 540 282 092 754 €	4,11%
2 ^e semestre 2017	88 921 488 820 €	5,34%	1 162 098 441 548 €	9,97%
1 ^{er} semestre 2018	93 668 183 217 €		1 277 989 404 243 €	
2 ^e semestre 2018	94 363 966 611 €	0,17%	1 237 169 602 547 €	5,33%
1 ^{er} semestre 2019	94 523 492 155 €		1 303 112 490 207 €	

Cumulé sur 12 mois au 30 juin 2019, le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises connaît une hausse (+ 3,45 %) en Seine-Saint-Denis. Elle reste néanmoins inférieure à celle constatée dans la région Île-de-France (+ 4,11 %).

En moyenne sur les 3 derniers exercices, la part du département dans le chiffre d'affaires régional se maintient autour de 7 %.

II - Les recettes de TVA

Ces données n'intègrent pas le recouvrement de la TVA due par les entreprises gérées par la Direction des Grandes Entreprises (DGE).

TVA – Recouvrement – Seine-Saint-Denis et Région Île-de-France (hors DGE)

Période	Seine-Saint-Denis		Région IDF	
Cumul annuel 30/06/2017	3 201 736 421 €	-2,59%	41 552 554 887 €	2,09%
Cumul annuel 30/06/2018	3 416 908 585 €	6,72%	44 600 688 324 €	7,34%
Cumul annuel 30/06/2019	3 392 946 104 €	-0,70%	44 657 006 359 €	0,13%
2 ^e semestre 2017	1 733 497 979 €	-2,89%	21 710 493 749 €	6,19%
1 ^{er} semestre 2018	1 683 410 606 €		23 053 974 901 €	
2 ^e semestre 2018	1 609 745 107 €	10,78%	21 152 683 484 €	11,12%
1 ^{er} semestre 2019	1 783 200 997 €		23 504 322 875 €	

Les recettes de TVA de la Seine-Saint-Denis ont évolué de la façon suivante :
une légère baisse au cours de l'année écoulée, soit -0,70 %. Au niveau de la région IDF, cet indicateur est tout juste positif (0,13€ %.)

- une hausse sensible au cours du semestre écoulé avec un recouvrement de TVA autour de 1,78M€, soit +10,78% par rapport au 2nd semestre 2018. Cette progression est comparable à l'évolution constatée pour la région IDF.

Comparaison régionale sur douze mois glissants

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Recouvrement au 30/06 sur 12 mois glissants – Région Île-de-France (hors DGE)

	30/06/2015	30/06/2016	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2019	Evolution 2017/2019	Evolution 2018/2019	Poids relatif au 30/06/2019
Paris	14 419 160 218 €	15 582 950 884 €	15 994 954 760 €	18 163 020 701 €	17 465 355 592 €	12,08%	-3,84%	39,11%
Seine-et-Marne	2 271 253 375 €	2 389 565 887 €	2 411 125 330 €	2 552 677 961 €	2 660 535 737 €	11,34%	4,23%	5,96%
Yvelines	2 992 858 075 €	3 203 109 354 €	3 374 332 090 €	3 502 204 820 €	3 644 102 204 €	13,77%	4,05%	8,16%
Essonne	2 483 249 165 €	2 885 935 977 €	2 854 932 759 €	2 873 319 518 €	2 902 683 460 €	0,58%	1,02%	6,50%
Hauts-de-Seine	7 939 507 101 €	8 525 773 914 €	8 723 833 164 €	9 091 900 149 €	9 358 695 575 €	9,77%	2,93%	20,96%
Seine-Saint-Denis	3 076 140 119 €	3 286 707 561 €	3 201 736 421 €	3 416 908 585 €	3 392 946 104 €	3,23%	-0,70%	7,60%
Val-de-Marne	2 501 472 991 €	2 647 557 223 €	2 756 583 109 €	2 822 785 072 €	2 830 271 412 €	6,90%	0,27%	6,34%
Val d'Oise	2 129 002 531 €	2 181 883 160 €	2 235 057 254 €	2 341 651 844 €	2 402 416 276 €	10,11%	2,59%	5,38%
RIF	37 812 643 576 €	40 703 483 961 €	41 552 554 887 €	44 600 688 324 €	44 657 006 359 €	9,71%	0,13%	100,00%

Entre 2018 et 2019, si la part relative du département de la Seine-Saint-Denis se maintient autour de 7,6 %, le recouvrement baisse légèrement de 0,70 %.

En revanche, les autres départements de la région IDF, sauf Paris, connaissent une légère hausse (inférieure à 5 %).

III - Les recettes d'impôt sur les sociétés

Ces données n'intègrent pas le recouvrement de l'impôt sur les sociétés dû par les entreprises gérées par la Direction des Grandes Entreprises (DGE).

Impôt sur les sociétés (IS) – Recouvrement au 30/06 sur 12 mois glissant – Région Île-de-France (hors DGE)

	30/06/16	30/06/17	30/06/18	30/06/19	Evolution 2017/2019	Evolution 2017/2018	Poids relatif au 30/06/2019
Paris	5 655 819 966	5 777 754 783	6 382 566 486	6 891 596 422	19,28%	7,98%	51,87%
Seine-et-Marne	462 041 675	468 567 525	468 908 530	507 017 165	8,21%	8,13%	3,82%
Yvelines	641 603 228	690 911 045	678 812 116	731 596 595	5,89%	7,78%	5,51%
Essonne	479 570 386	512 845 393	529 900 764	522 839 876	1,95%	-1,33%	3,94%
Hauts-de-Seine	1 807 013 497	2 104 678 620	2 083 674 234	2 853 215 913	35,57%	36,93%	21,47%
Seine-Saint-Denis	636 120 609	593 110 096	680 993 558	696 399 036	17,41%	2,26%	5,24%
Val-de-Marne	539 745 653	581 119 404	637 196 198	627 741 650	8,02%	-1,48%	4,72%
Val d' Oise	408 124 484	410 150 103	453 545 678	456 285 923	11,25%	0,60%	3,43%
RIF	10 630 039 498	11 139 136 967	11 915 597 565	13 286 692 579	19,28%	11,51%	100,00%

Au 30 juin 2019, le recouvrement de l'Impôt sur les sociétés (IS) du département affiche une hausse de 2,26 % par rapport à fin juin 2018 pour atteindre près de 697 millions d'euros.

Il représente 5,24 % de la région IDF, Paris et les Hauts-de-Seine en constituant l'essentiel (plus de 70 %).

IV. Le Crédit d'impôt Compétitivité-Emploi (CICE)

Rappel : Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est un avantage fiscal qui concerne les entreprises employant des salariés ; il équivaut à une baisse de leurs cotisations sociales. Le CICE s'impute en priorité sur l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'année au cours de laquelle les rémunérations prises en compte pour le calcul du CICE ont été versées. Il peut ensuite être imputé sur les 3 années suivantes. Il est restitué au-delà de ce délai.

Ce dispositif "Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi" est supprimé au 1er janvier 2019.

CICE – Seine-Saint-Denis au 30/06/2019		
	CICE 2017	CICE 2018
Nb. bénéficiaires *	17 112	6 191
Imputations	6 649	1 426
Restitutions	6 783	3 104
Imputations et restitutions	3 680	1 661
Imputation en montant	169,59M€	63,45M€
Restitution en montant	94,14M€	33,47M€
Imputation en moyenne (€)	25 506,09 €	44 495,09 €
Restitution en moyenne (€)	13 878,81 €	10 782,86 €

Y compris les entreprises installées en Seine-Saint-Denis mais relevant de la DGE à compétence nationale.

Les états de suivi du CICE ont évolué en 2018 : désormais les informations sont rattachées au millésime concerné quelle que soit l'année de constatation et non plus ventilées en fonction de l'année de constatation.

Au premier semestre 2019, le nombre de dossiers d'entreprises implantées dans le département et ayant déposé une demande de remboursement ou d'imputation (sur IS) de crédit d'impôt Compétitivité-Emploi (CICE) au titre de l'année 2018 traités par l'Administration des Finances Publiques s'élevait à 6 191 pour un total de près de 97 millions d'euros.

V. Le bilan d'activité 2018 de la CCSF de la DDFIP93

CCSF de Seine-Saint-Denis – Bilan d'activité 2018

	2016	2017	2018	VAR.2017/18
Nombre de dossiers reçus	51	51	56	10%
Dossiers irrecevables ou refusés	19	17	13	-24%
Plans accordés	32	34	33	-3%
Taux d'octroi	62,75%	66,67%	58,93%	-12%
Emplois directs concernés				
Sur dossiers déposés	775	2 898	2 937	1%
Sur plans accordés	517	980	1 655	69%
Caractéristiques des plans accordés				
Durée moyenne en mois	22,5	22,6	26,4	17%
Reste à recouvrer au 31/12	8,55M€	7,95M€	20,77M€	161%
Passif public traité au cours de l'année (principalement)	6,5M€	9,25M€	11,41M€	23%
Passif moyen des plans acceptés	197k€	272k€	346k€	27%

S'agissant du nombre de saisines, au cours de l'année 2018, 33 plans de règlement ont été accordés pour l'apurement d'un passif de 11,41M€, contre 34 plans en 2017 pour un passif de 9,25M€.

S'agissant des emplois directs concernés par un plan accordé, l'augmentation sensible est essentiellement le fait d'un dossier concernant 793 salariés.

L'effectif médian des entreprises ayant bénéficié d'un plan est stable, autour de 11 personnes.

Le passif public traité augmente de manière sensible (+ 23 %) : les dossiers présentant un passif inférieur à 100 k€ passent de 26 % en 2017 à 21 % en 2018 tandis que ceux présentant un passif compris entre 300 et 700k€ évoluent de 23,5 % à 33 % au cours de la même période.

En 2018, deux entreprises affichent un passif fiscal et social entre 1 M€ et 3 M€ pour une seule en 2017.

Par conséquent, le passif restant à recouvrer au 31/12/2018 est en nette augmentation par rapport au 31/12/2017 (161 %).

Composition du passif des sociétés ayant bénéficié d'un plan au cours de l'année :

Passif des entreprises ayant bénéficié d'un plan (% du total)			
Créancier	2016	2017	2018
DGFIP	74,45%	66,45%	64,20%
URSSAF	24,95%	32,50%	35,30%
POLE EMPLOI	0,40%	0,61%	0,50%
RSI	0,20%	0,44%	0,00%

Typologie des débiteurs et secteurs d'activité.

Sur 33 plans accordés en 2018 :

- 15 micro-entreprises (*Moins de 10 salariés et CA annuel inférieur à 2M€*)
- 17 PME (*Moins de 250 salariés et CA annuel inférieur à 50M€/bilan inférieur à 43M€*)
- 1 ETI (*Moins de 5 000 salariés et CA annuel inférieur à 1 500M€/bilan inférieur à 2 000 M€*)

Nature juridique :

- 29 sociétés commerciales
- 1 artisan
- 2 associations
- 1 organisme consulaire

Secteur d'activité	Nombre de dossiers	Emplois directs
Industrie manufacturière	3	74
Construction	2	21
Commerce, réparation automobile	5	36
Transport et entreposage	3	56
Informations et communication	4	97
Activités immobilières	1	1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6	810
Activités de services administratifs et de soutien	4	256
Art, spectacles et activités récréatives	3	64
Autres activités de services	2	240
TOTAL	33	1 655

Dossiers bénéficiant d'un plan d'étalement en cours d'exécution au 31/12/2018 :

Les sociétés bénéficiaires d'un plan d'étalement versent leur échéance de versement à la DDFIP93 qui effectue la répartition au bénéfice des créanciers publics.

Année d'attribution	2016	2017	2018	TOTAL
Nombre	4	22	33	59

Dossiers sortis du périmètre de la CCSF en 2018 :

DOSSIERS CLOTURES				
	2016	2017	2018	EVOL.
Soldés	21	19	19	-9,52%
Dénoncés	14	6	7	-57,14%
Procédures collectives	8	15	2	87,50%

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D’AFFAIRES

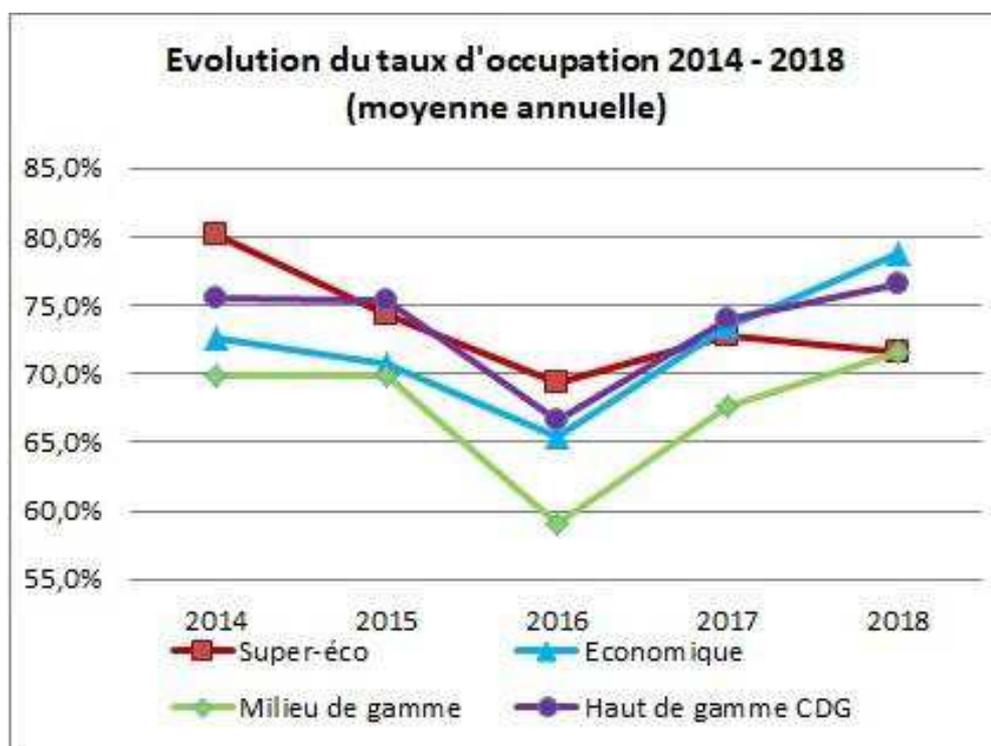
2018 et 1^{er} semestre 2019
chiffres hôteliers en Seine-Saint-Denis

2018 : activité hôtelière en Seine-Saint-Denis toujours bien orientée

L'année 2018 est un bon cru pour l'activité hôtelière. La page des attentats est tournée et l'activité retrouve le niveau de 2014 dans toutes les catégories avec un bémol pour les établissements super-économiques. Tendance confirmée pour le 1er semestre 2019.

La fréquentation confirme son orientation à la hausse

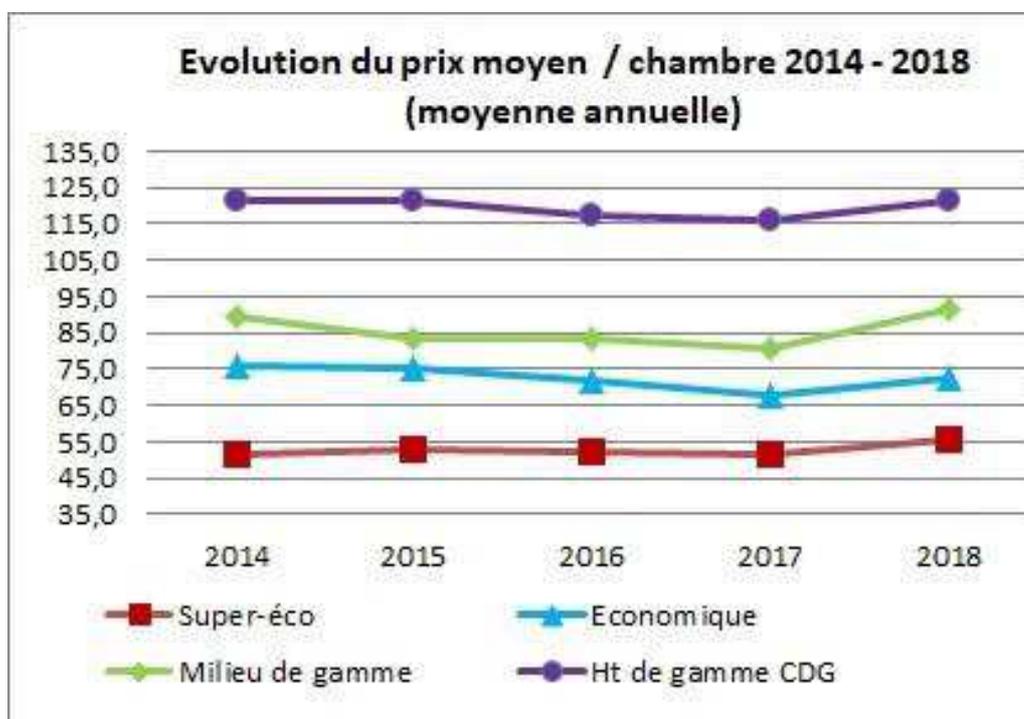
A l'exception des établissements super-économiques, la fréquentation hôtelière reste nettement orientée à la hausse en 2018. La chute de 2016, consécutive aux attentats semble tournée. En comparaison avec l'année 2014, les taux d'occupations sont légèrement meilleurs pour les établissements de milieu de gamme et haut de gamme (1 à 2 points) à nettement meilleurs pour les hôtels économiques (+ 6 points). A l'opposé, la fréquentation des établissements super-économiques (- 8 points) confirme une évolution du marché à la baisse sur le très bas de gamme.



Taux d'occupation	2014	2015	2016	2017	2018
Super-éco	80,2%	74,4%	69,4%	72,7%	71,6%
Economique	72,6%	70,7%	65,5%	73,4%	78,7%
Milieu de gamme	69,8%	69,9%	59,0%	67,7%	71,6%
Haut de gamme CDG	75,5%	75,4%	66,6%	73,9%	76,6%

Les prix moyens sont tous en nette hausse

La hausse des prix moyens est très nette dans toutes les catégories (entre 4 et 11 points). En comparaison avec 2014, ces prix ne sont que légèrement supérieurs pour les établissements de haut de gamme (+ 0,40 €), plus nettement pour les hôtels de milieu de gamme (+ 2,40 €). Ce sont les établissements super-économiques qui connaissent les variations les plus élevées par rapport à 2014 (+ 4,20 €) tandis que dans la catégorie économique, ils demeurent en repli encore net (- 3,4 €).

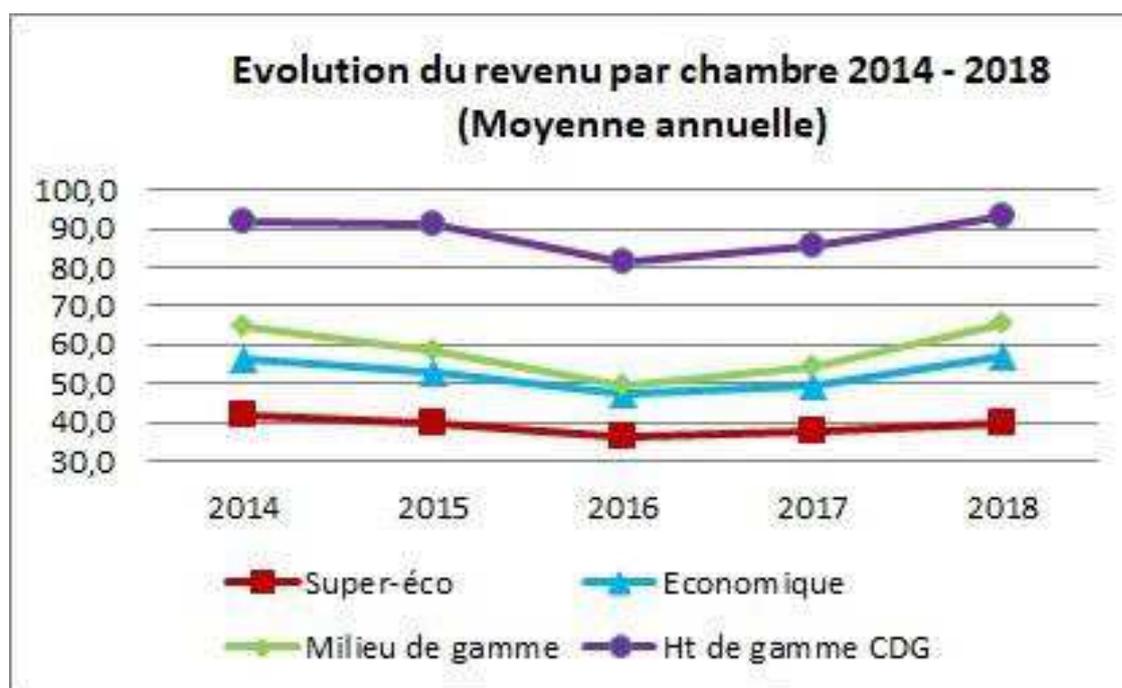


Prix moyen / chambre (*)	2014	2015	2016	2017	2018
Super-éco	51,4	53,1	51,9	51,8	55,6
Economique	76,1	75,2	71,7	67,7	72,7
Milieu de gamme	89,2	83,3	83,5	80,4	91,6
Ht de gamme CDG	121,2	121,1	117,6	115,7	121,6

(*) en euros

Les revenus moyens par chambre retrouvent le niveau de 2014

Le revenu moyen par chambre reste orienté à la hausse avec des évolutions allant de 2,1 à 11,1 points. Cet indicateur majeur de la santé de l'industrie hôtelière dépasse ainsi le niveau qu'il avait atteint en 2014 sauf dans la catégorie super-économique où il reste en deçà de 2 points.



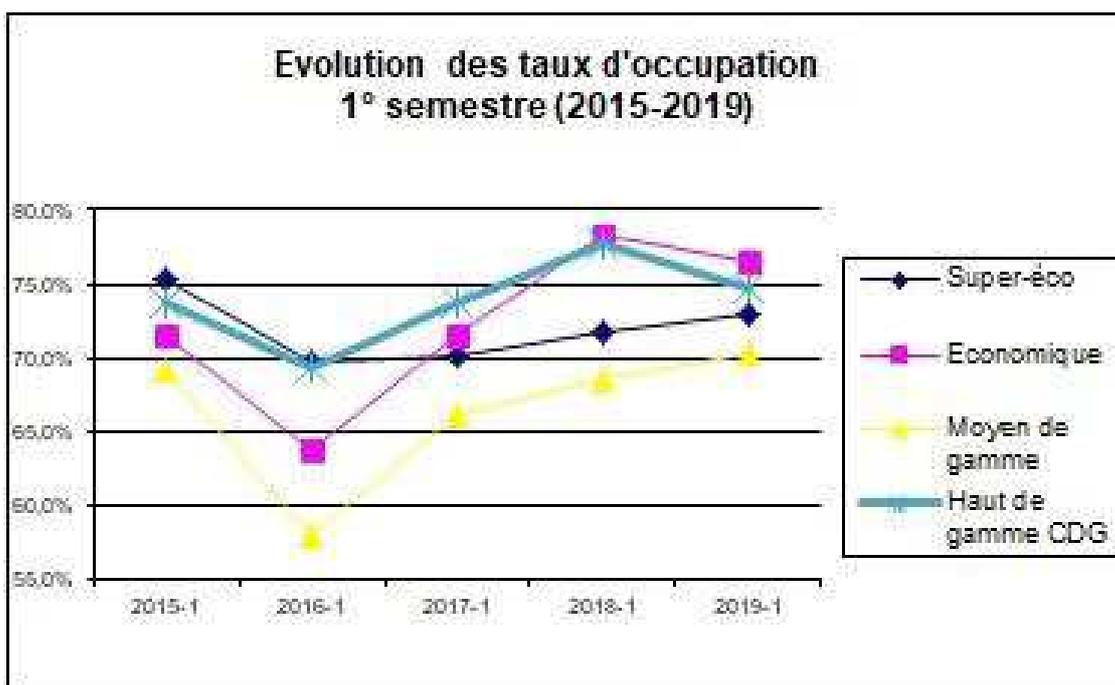
Revenu par chambre	2014	2015	2016	2017	2018
Super-éco	41,9	39,5	36,0	37,7	39,8
Economique	56,5	53,2	47,0	49,7	57,3
Milieu de gamme	65,0	58,3	49,3	54,4	65,5
Ht de gamme CDG	92,1	91,3	81,3	85,6	93,1

Le 1er semestre 2019 marque un palier

Le premier semestre 2019 n'indique pas d'inflexion majeure par rapport à l'année 2018, mais semble marquer un palier. La bonne santé du secteur – comme à l'échelle du grand Paris – est confirmée avec des indicateurs qui se consolident à des niveaux globalement supérieurs à ceux de la période pré-attentats. Les premiers chiffres de l'été et les réservations en cours pour l'automne semblent confirmer le regain de l'activité.

Les taux d'occupation retrouvent leur niveau d'avant 2016

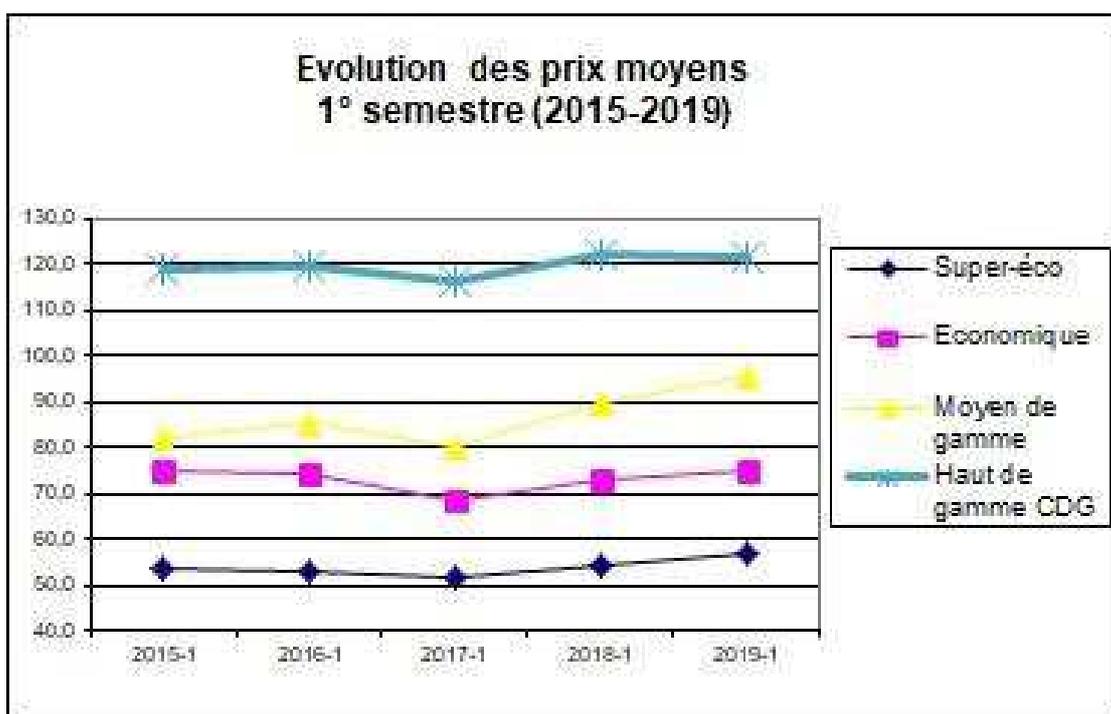
Pour ce 1er semestre 2019, les taux de remplissage des hôtels oscillent autour des résultats constatés au 1er semestre 2018, avec des phénomènes de rééquilibrage entre catégories voisines. Aux extrémités du tableau, les hôtels super-économiques confirment leur remontée progressive, sans toutefois retrouver encore les niveaux d'avant 2015, tandis que le haut de gamme marque le pas, tout en restant sensiblement au-dessus de 2015. En dehors de cette catégorie, on n'observe pas à proprement parler d'effet « gilets jaunes » en Seine-Saint-Denis.



Taux d'occupation	2015-1	2016-1	2017-1	2018-1	2019-1
Super-éco	75,4%	69,8%	70,2%	71,8%	73,0%
Economique	71,5%	63,7%	71,6%	78,3%	76,6%
Milieu de gamme	69,1%	58,0%	66,1%	68,6%	70,4%
Haut de gamme CDG	73,8%	69,3%	73,7%	77,6%	74,7%

Le prix moyens des chambres en hausse régulière

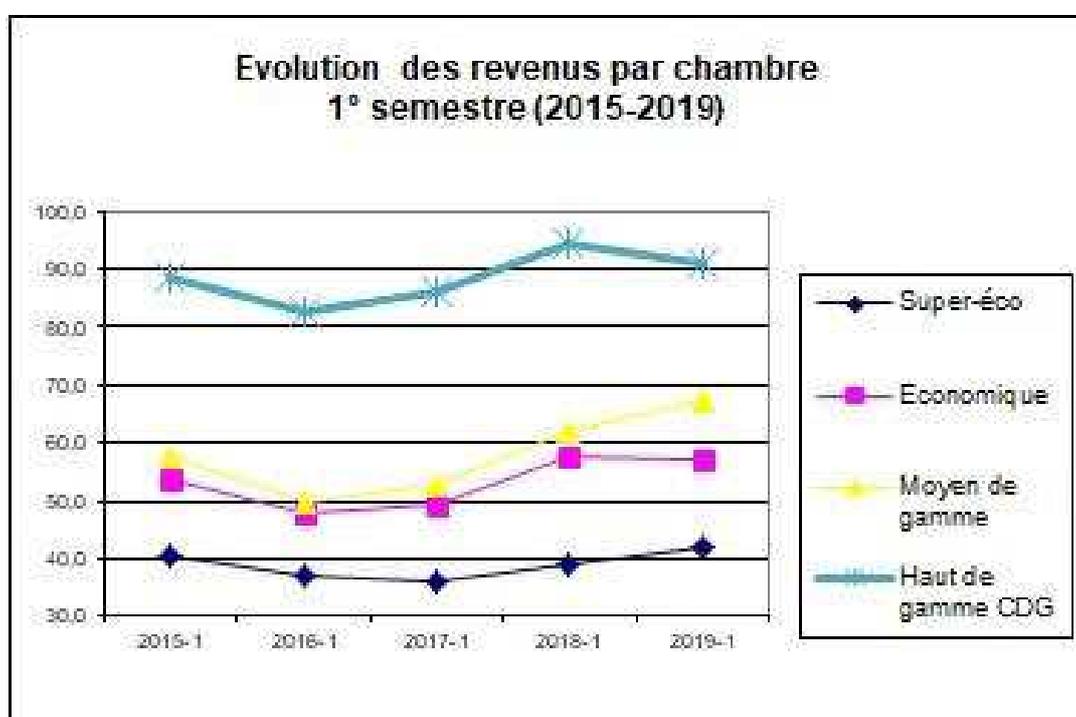
Les prix moyens des chambres confirment également leur évolution à la hausse ce 1er semestre, malgré la relative stabilité du remplissage. Seuls les hôtels haut de gamme ne connaissent pas d'évolution significative et voient une stabilisation du prix moyen de leurs chambres – à corrélérer sans doute avec le tassement relatif de la demande.



Prix moyen par chambre	2015-1	2016-1	2017-1	2018-1	2019-1
Super-éco	53,5	52,9	51,6	54,6	57,3
Economique	75,1	74,5	68,5	73,3	74,8
Milieu de gamme	82,4	85,7	79,9	90,1	95,9
Haut de gamme CDG	119,1	119,3	116,5	121,9	121,8

Les revenus moyens par chambre - santé retrouvée de l'hôtellerie

Pour ce qui est de l'indicateur le plus significatif de la santé de l'activité hôtelière, ce 1er semestre 2019 voit pour la première fois l'ensemble des catégories se situer au-dessus de leur niveau d'avant 2015, y compris les super-économiques dont le redressement avait tardé. Les hôtels du milieu de gamme profitent le plus de l'effet conjugué de l'amélioration du remplissage et de la hausse du prix moyen, et connaissent une hausse du revenu moyen de +9,4% par rapport au 1er semestre 2018. Avec -3,9 %, le haut de gamme rectifie la hausse spectaculaire constatée sur le 1er semestre de l'année dernière.



Revenu moyen par chambre	2015-1	2016-1	2017-1	2018-1	2019-1
Super-éco	40,5	36,9	36,2	39,2	41,8
Economique	53,9	47,6	49,1	57,4	57,3
Milieu de gamme	57,4	49,6	52,7	61,8	67,6
Haut de gamme CDG	88,6	82,7	85,9	94,7	91,0

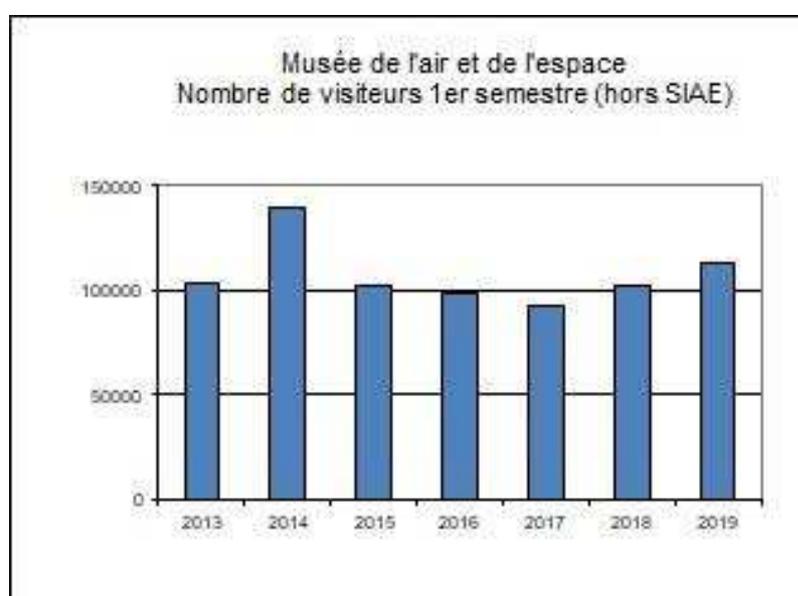
2018 et 1er semestre 2019 principaux sites de tourisme d'agrément

L'année 2018 et le 1er semestre 2019 confirment le redressement de la fréquentation des principaux sites de tourisme d'agrément.

Le Musée de l'air et de l'espace

On l'avait senti au 1er semestre 2018, le redressement de la fréquentation du Musée de l'Air et de l'Espace se confirme pour l'année entière, et plus encore sur ce 1er semestre 2019

L'alternance d'années avec et sans salon de l'aéronautique et de l'espace rend toujours délicate l'analyse de la fréquentation du Musée. L'évolution de cette fréquentation, établie ici en effaçant l'effet salon, permet de constater que le premier semestre 2019 confirme la remontée observée en 2018, après trois années de baisse. Le niveau de 2015 est désormais largement récupéré, ce qui est prometteur avant la réouverture ce second semestre, des espaces qui étaient en rénovation.



Musée de l'air et de l'espace	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre de visiteurs annuels	268 059	295 412	191 963	279 933	194 394

Sur les 1ers semestres

Musée de l'air et de l'espace	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de visiteurs annuels 1er semestre	187 054	139 324	207 322	98 478	189 371	102 054	207 374
Nombre de visiteurs 1er semestre (hors SIAE)	103 636	139 324	102 322	98 478	92 371	102 054	112 434

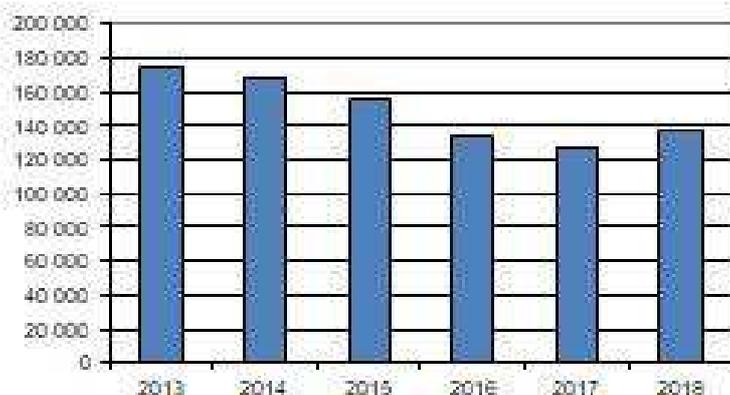
La Basilique de Saint-Denis

Amorcé au second semestre 2017, le redressement de la fréquentation de la Basilique a consolidé en 2018 et au 1er semestre de 2019. Cette hausse (+ 9,4 % pour l'année 2018, et + 5,6 % pour le 1er semestre 2019) confirme l'arrêt du déclin et dessine de nouvelles perspectives. Si la fréquentation du premier semestre 2019 confirme le regain d'intérêt pour la Basilique, il est clair que celle-ci ne parvient pas, pour l'instant, à récupérer les visiteurs traditionnels de Notre-Dame de Paris après l'incendie qui l'a ravagée. Il sera intéressant de surveiller si les campagnes publiques autour de la reconstruction de la flèche, entrées dans une phase active cet été, et la mise en place par le Centre des monuments nationaux de billets couplés (avec le Panthéon, ou le pass Marie-Antoinette) parviennent à donner à la fréquentation le coup de fouet attendu.

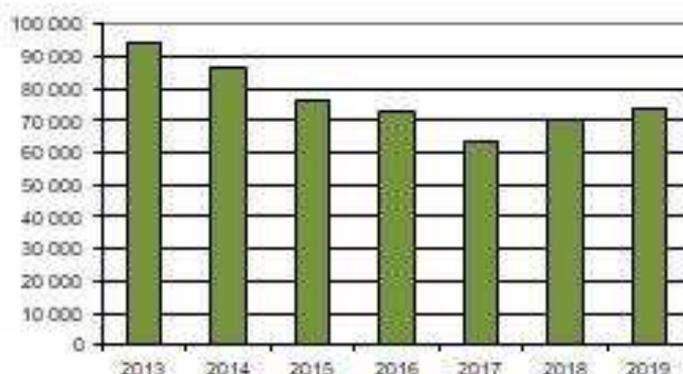
Basilique Saint-Denis	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre de visiteurs annuels	174 613	168 437	155 461	133 755	126 947	137 933

Basilique Saint-Denis	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de visiteurs 1ers semestres	94 333	86 495	76 459	73 063	63 341	70 204	74 108

Basilique Saint-Denis
Nombre de visiteurs annuels



Basilique Saint-Denis
Nombre de visiteurs 1er semestre



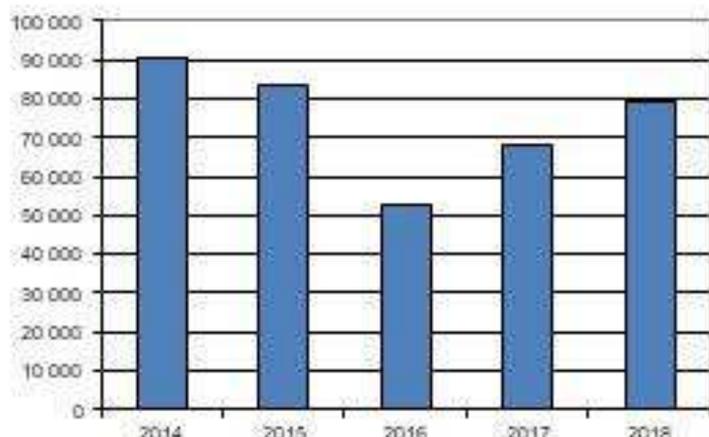
Le Stade de France

La fréquentation du Stade de France confirme ses couleurs retrouvées après la longue période de recul qui a suivi les attentats de 2015. Elle approche même désormais ses niveaux de 2014 au 1er semestre 2019, avec une barre franchie à 50 000 visiteurs.

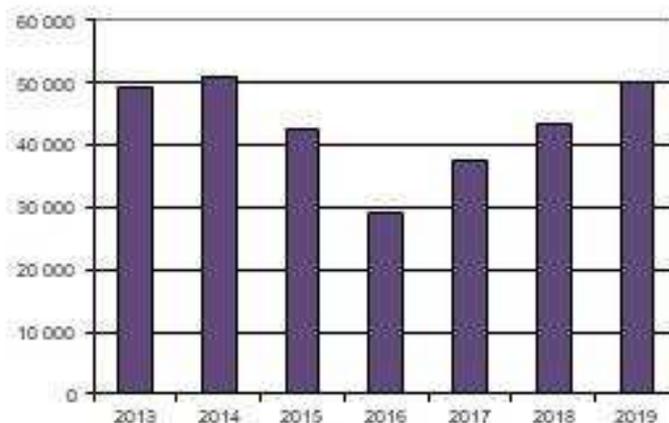
Stade de France	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre de visiteurs annuels	90 538	83 485	52 775	67 907	79 073

Stade de France	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de visiteurs 1er semestre	49 106	51 027	42 590	29 102	37 467	43 305	50 061

Stade de France
Nombre de visiteurs annuels



Stade de France
Nombre de visiteurs 1ers semestres



1er semestre 2019 tourisme tendance et de proximité

Nous vous proposons un nouvel indicateur pour cette note de conjoncture, qui concerne les tendances émergentes du tourisme en Ile-de-France, autour des balades urbaines et des visites insolites, à partir des données de la boutique ExploreParis, créée en juin 2018 à partir de la fusion des boutiques tourisme93.com et tourisme-valdemarne.com.

Résultant d'une myriades de produits touristiques « à échelle humaine », l'offre contenue dans ExploreParis constitue néanmoins une force d'attraction qui la rend comparable à un grand site de notre département, et nous avons désormais le recul nécessaire pour en mesurer les variations.

Entre le 1er juin 2018 (date de création de la boutique) et le 20 septembre 2019, l'offre gérée par Seine-Saint-Denis Tourisme a comptabilisé 3.222 visites programmées et 40.700 commandes, pour un chiffre d'affaire de 335.600 €.

	2017	2018	Evolution
Prestations programmées	1 630	1 997	+ 18,40%
Personnes reçues	20 511	23 351	+ 12,20%

Il est à noter que cette tendance est largement amplifiée, puisque sur le seul 1er semestre 2019, pour 23 % d'évolution du nombre de visites organisées, la croissance du nombre de visiteurs est de 39 % et celle du chiffre d'affaires généré de 35 %, avec une évolution pour les visites payantes et pour les gratuites absolument comparable.



Paris Nord
Villepinte
Un site VIPARIS

82 manifestations ont été accueillies, du 1^{er} janvier au **31 décembre 2018** :

- 21 salons : 19 salons professionnels et 2 salons grand public
- 18 événements d'entreprises (séminaires, conventions, colloques...)
- 43 autres types d'événements essentiellement les examens et les concours

1 484 695 visiteurs ou participants (estimation)

Salons (estimation) :

- 912 026 visiteurs dont 234 913 visiteurs étrangers
- 28 731 exposants dont 18 919 exposants étrangers

Corporate (estimation) :

- 390 630 participants

Examens-concours (estimation) :

- 182 039 participants



15 manifestations ont été accueillies, du 1^{er} janvier au **30 juin 2019** :

- 6 salons professionnels
- 1 salon grand public
- 9 événements d'entreprises (conventions, colloques...)

524 024 visiteurs ou participants (estimation)

Salons (estimation) :

- 511 694 visiteurs dont 98 347 visiteurs étrangers
- 7 958 exposants dont 4 912 exposants étrangers

Événement d'entreprises (estimation) :

- 12 330 participants





Paris
Le Bourget
Un site VIPARIS

29 manifestations ont été accueillies , du 1^{er} janvier au **31 décembre 2018**

- **13 salons** : 8 salons professionnels et 5 salons grand public
- **13 événements d'entreprises** (séminaires, conventions, colloques...)
- **3 autres types d'événements** (1 spectacle et 2 examens-concours)

350 732 visiteurs ou participants (estimation)

Salons (estimation):

- 236 619 visiteurs dont 25 769 visiteurs étrangers
- 5 712 exposants dont 3 379 exposants étrangers

Corporate (estimation):

- 96 960 participants

Autres type d'événements (estimation):

- 17 153 participants



11 manifestations ont été accueillies , du 1^{er} janvier au **30 juin 2019**

- **5 salons professionnels**
- **4 salon grand public**
- **2 événements d'entreprises** (séminaires, conventions, colloques...)

513 800 visiteurs ou participants (estimation)

Salons (estimation):

- 423 640 visiteurs dont 59 847 visiteurs étrangers
- 4 698 exposants dont 2 227 exposants étrangers

Événement d'entreprises (estimation) :

- 90 160 participants





**LE CHOMAGE
ET
L'EMPLOI**

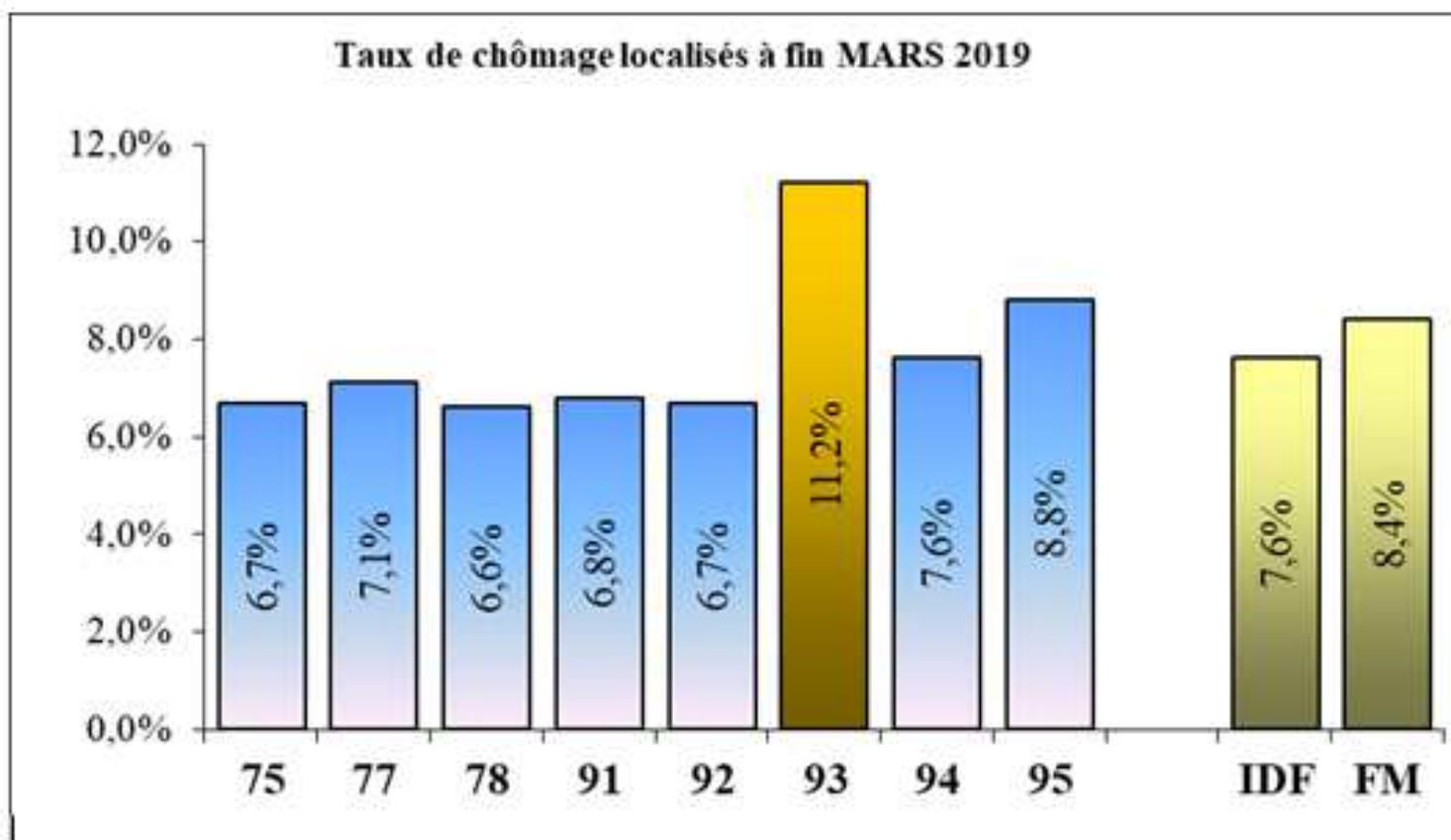
Le Chômage

Le chômage

Les taux de chômage en Île-de-France :

Fin mars 2019, le taux de chômage s'élève en Seine-Saint-Denis à **11,2 %⁽¹⁾**, contre 7,6 % en Île-de-France et 8,4 % pour la France entière.

Ce taux est le plus élevé de la région Ile-de-France. Il est stable sur un trimestre et enregistre une baisse de -0,7 point sur un an.



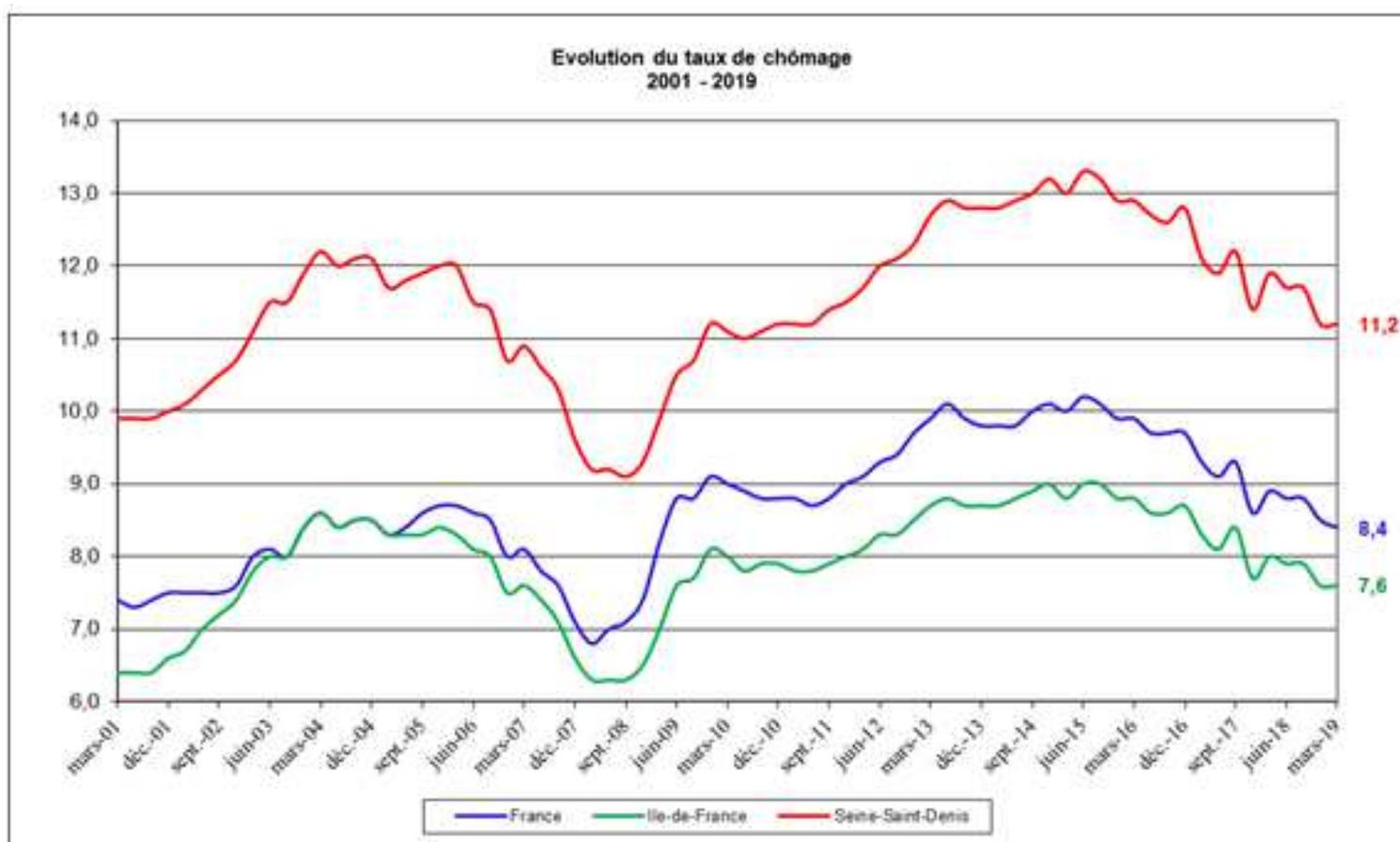
⁽¹⁾ A tout niveau géographique, l'estimation des taux de chômage localisés trimestriels fait l'objet d'une révision régulière, pour tenir compte des résultats de la dernière enquête sur l'emploi de l'Insee et des sources administratives les plus récentes. Les séries sont alors rétopolées sur plusieurs trimestres.

Source : INSEE (traitement Directcte IDF/UD 93)

Evolution comparée des taux de chômage de la Seine-Saint-Denis, de l'Île-de-France et de la France entière (de 2001 à 2019) :

Fin mars 2019, après une baisse de 0,5 point au quatrième trimestre 2018, le taux de chômage est stable en Seine-Saint-Denis.

La courbe de l'évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis suit celles de la région d'Île-de-France et de la France métropolitaine mais à un niveau plus élevé.



Source : INSEE (traitement Directe IDF/UD 93)

La demande d'emploi à fin juin 2019 :

Au deuxième trimestre 2019, en Seine-Saint-Denis, **le nombre de demandeurs d'emploi s'établit en moyenne sur le trimestre à 171 520 (catégories A, B, C)**, soit une baisse annuelle de -0,5 %.

Cette diminution concerne principalement les demandeurs d'emploi jeunes de moins de 25 ans (-3 %). Le nombre de demandeurs d'emploi des 25 à 49 ans recule de -1,3 % et celui des 50 ans et plus progresse de +2,6 % sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi hommes enregistre une baisse de -1 % et celui des femmes progresse de +0,1 % sur un an. Les hommes représentent 52,1 % des demandeurs d'emploi.

Les demandeurs d'emploi de longue durée (81 880 DEFM de catégories A, B, C) représentent 47,7 % des DEFM et leur nombre enregistre une hausse de +4,9 % sur un an. Leur part progresse de 2,4 points (ils représentaient 45,3 % à la fin du second trimestre 2018).

Situation à fin juin 2019	Valeur	Évolution annuelle
a) Demande d'emploi fin de mois		
cat. A,B,C ⁽¹⁾ (données CVS), dont :	171 520	-0,5%
- femmes	82 080	+0,1%
- hommes	89 440	-1%
- DELD	81 880	+4,9%
- moins de 25 ans	16 340	-3%
- 50 ans et plus	45 600	+2,6%
b) Nombre moyen d'entrées en		
catégories A,B,C au 2T2019	14 925	+0,3%
(données brutes), dont :		
- jeunes de moins de 25 ans	2 935	-2,6%
- femmes	7 094	+0,6%

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES, Cvs : Direccte Ile-de-France (traitement Direccte IDF/UD 93)

⁽¹⁾ Les différentes catégories de demandeurs d'emploi :

catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;

catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;

catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois) ;

catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;

catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

L'emploi

Le marché du travail

Les offres d'emploi enregistrées (OEE) et satisfaites (OES) à fin juin 2019 :

Au deuxième trimestre 2019, **4 596 offres d'emploi ont été collectées** en moyenne par Pôle emploi en Seine-Saint-Denis, soit + 2 % sur un an.

Les offres d'emploi durable (3 069) représentent 66,8 % des offres et enregistrent une hausse de + 10,3 % sur un an. Les offres d'emploi temporaire (1 279), représentent 27,8 % des offres et reculent de -13,9 % sur un an. Les offres d'emploi occasionnel (248), représentent 5,4% des offres et enregistrent une augmentation de + 4,2 % sur un an.

Le nombre moyen d'offres d'emploi satisfaites (3 324 offres tous types) recule de -11,2 %, sur un an.

Situation à fin juin 2019	% par nature de contrat	Valeur	Evolution annuelle
Nombre moyen d'offres collectées au 2T2019 <i>(tous types, données brutes), dont :</i>		4 596	+2%
- offres d'emploi durable	66,8%	3 069	+10,3%
- offres d'emploi temporaire	27,8%	1 279	-13,9%
- offres d'emploi occasionnel	5,4%	248	+4,2%
Nombre moyen d'offres d'emploi satisfaites au 2T2019 <i>(tous types, données brutes)</i>		3 324	-11,2%

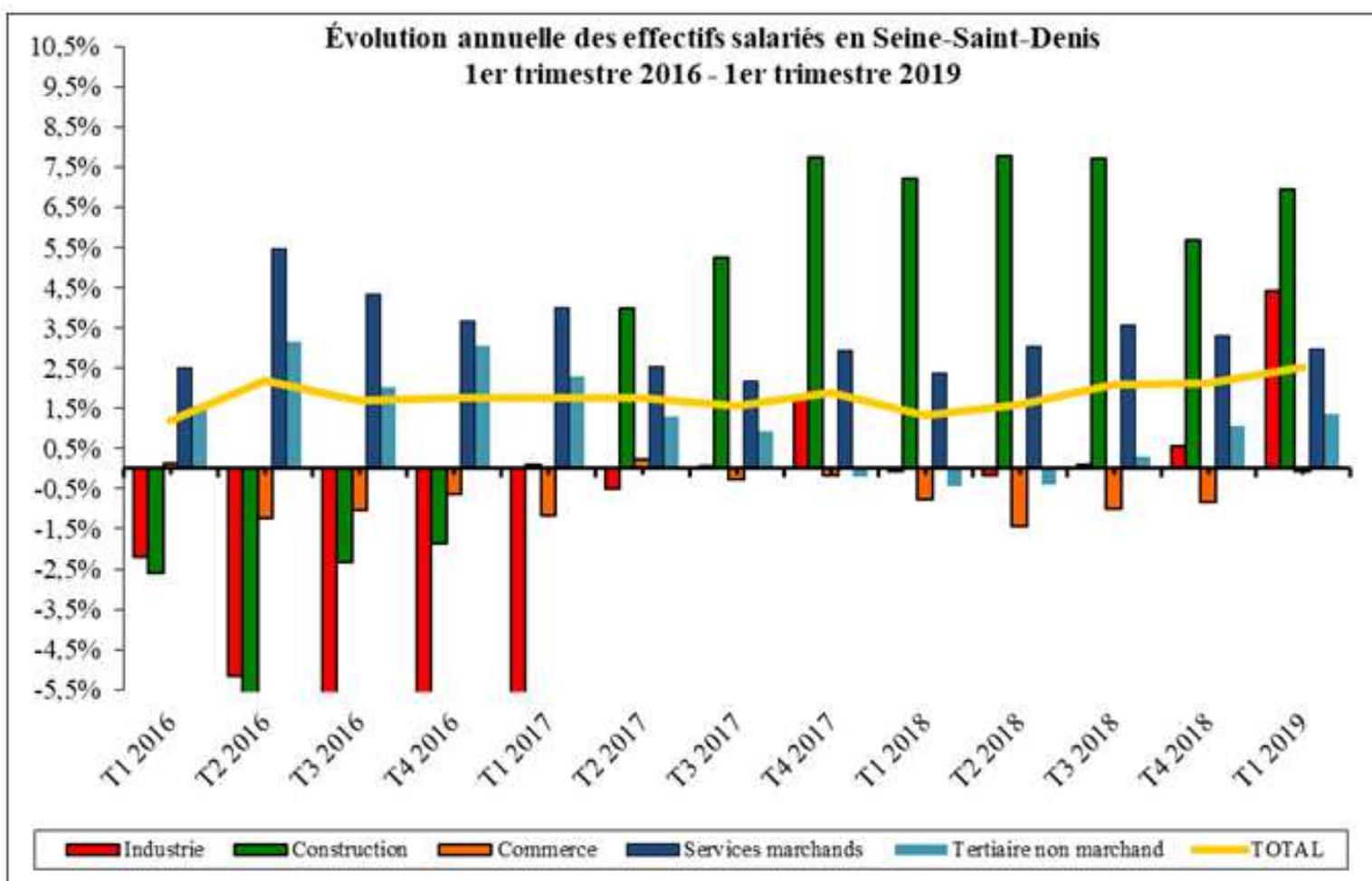
Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES (traitement Direccte IDF/UD 93)

DIRECTE UT93

Évolutions des estimations trimestrielles des effectifs salariés dans les grands secteurs de l'emploi (données CVS):

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin mars 2019, les effectifs salariés (626 658 emplois) augmentent de + 0,7 % sur un trimestre (+ 4 153 emplois) et de + 2,5 % sur un an, soit + 15 360 emplois.

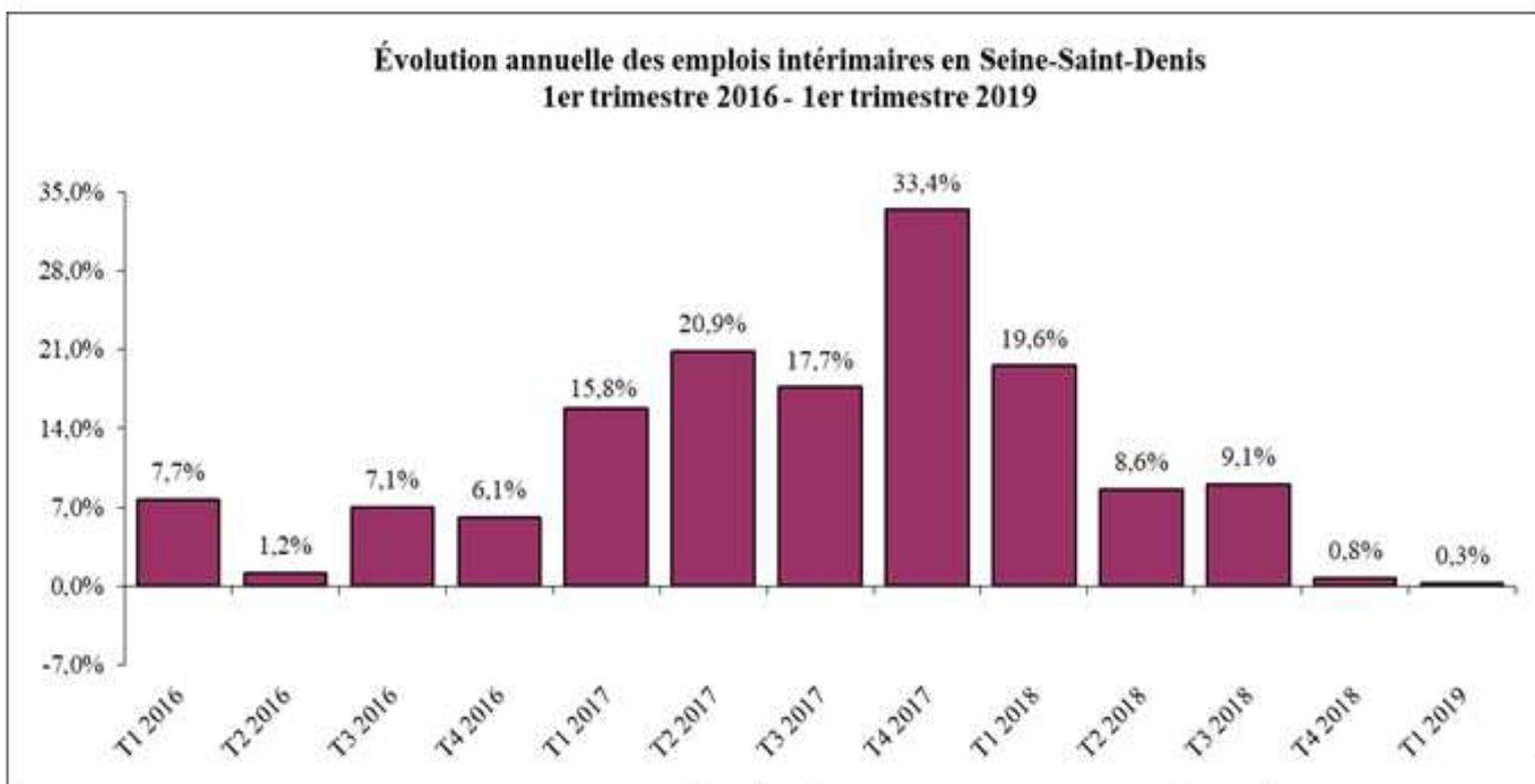
Sur un an, l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité, évolue de la manière suivante : Industrie (+ 4,4 %), Construction (+ 6,9 %), Commerce (-0,1 %), Services marchands (+ 3 %) et Tertiaire non marchand (+ 1,4 %).



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Directe IDF/UD 93)

L'intérim, variable d'ajustement de l'emploi aux variations d'activité (données CVS):

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin mars 2019, le nombre d'intérimaires (9 307) progresse de + 1,5 % sur un trimestre et de + 0,3 % sur un an.



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UD 93)

DIRECCTE UT93

Le recours à l'activité partielle :**Source : Direccte UD – traitement : Direccte / SESE**

A la fin du premier semestre 2019, 45 décisions d'autorisation d'activité partielle ont été notifiées par la Seine-Saint-Denis aux entreprises qui en ont demandé, soit -23,7% par rapport à la même période de l'année 2018 (59 décisions d'autorisation d'activité partielle notifiées à fin juin 2018).

Elles correspondent à 147 667 heures de travail autorisées à être chômées, soit une baisse de -25,6% par rapport à la même période de l'année 2018 (198 603 heures de travail autorisées à fin juin 2018).

Fin juin 2019, la Seine-Saint-Denis, concentre 8,4% des heures d'activité partielle autorisées en Île-de-France (1 761 801 heures autorisées à la fin du premier semestre 2019).

Les plans de sauvegarde de l'emploi :**Source : SI – Homologation – traitement : Direccte / SESE**

A la fin du premier semestre 2019, nos services ont été informés de l'initiation de 16 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 705 postes menacés dans le cadre de PSE, ce qui représente 11,9 % des postes menacés en Île-de-France.

Sur un an, le nombre des procédures progresse de + 23,1 % (13 procédures initiées à fin juin 2018) et celui des postes menacés de + 111,1 % (334 postes menacés à fin juin 2018).

Les ruptures conventionnelles :**Source : Direccte IDF / UD 93**

A la fin du premier semestre 2019, 5 140 ruptures conventionnelles ont été reçues par nos services.

Après une hausse annuelle de + 10,2 % à fin juin 2018, le nombre de ruptures conventionnelles enregistre un léger recul (-4,9 %) à la fin du 1^{er} semestre 2019 (5 403 ruptures conventionnelles reçues en Seine-Saint-Denis à la fin du 1^{er} semestre 2018).

Cela fait suite à une très forte augmentation constatée depuis plusieurs années. Leur nombre avait doublé sur 8 ans (10 520 ruptures conventionnelles reçues à la fin de l'année 2018, contre 5 260 fin 2010).

Indicateurs de suivi du secteur privé - Urssaf Seine Saint Denis

Evolution annuelle à fin juin 2019

Entreprises de moins de 10 salariés

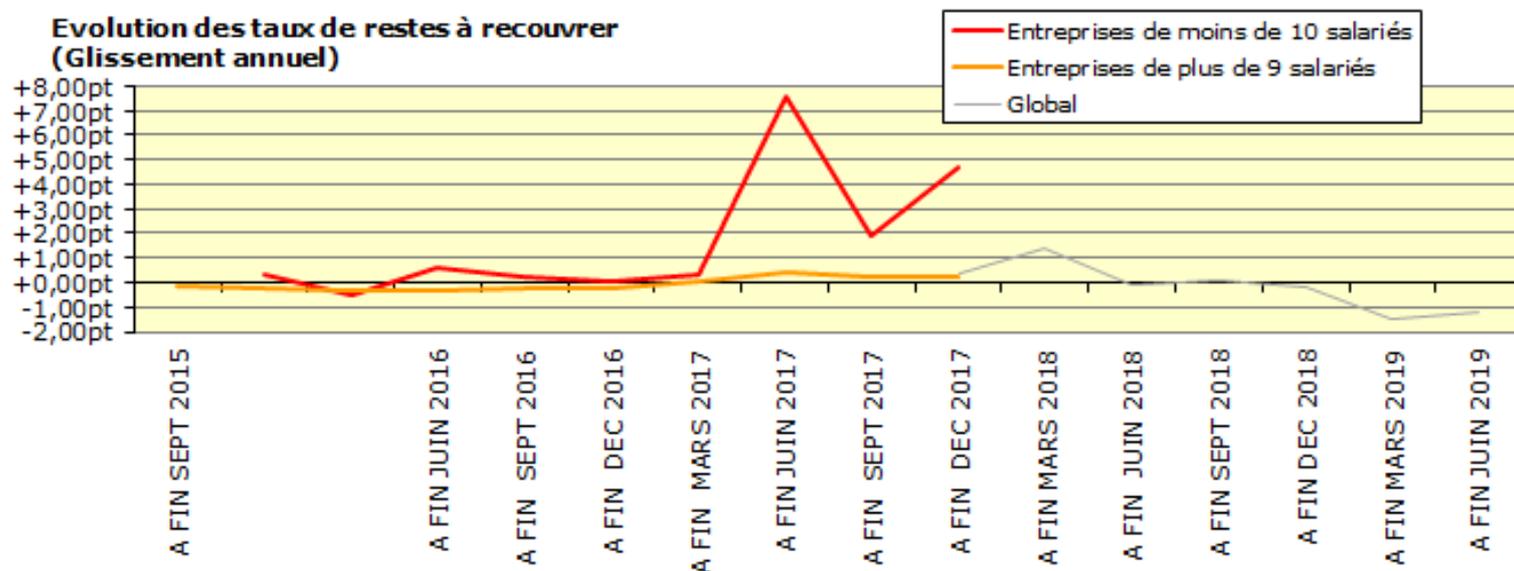
Entreprises de plus de 9 salariés

Depuis Janvier 2018 - Nous ne pouvons plus faire la distinction entre les + de 9 salariés et les moins de 10 salariés pour les reste à recouvrer

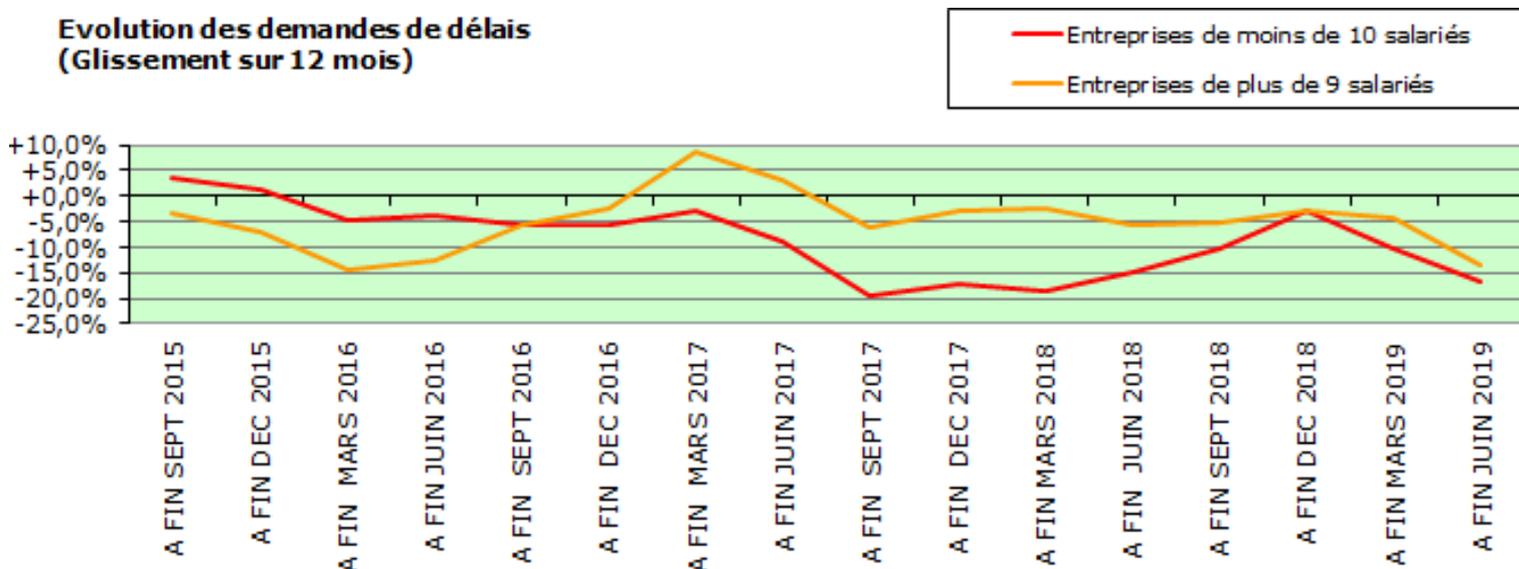
Evolution du taux de reste à recouvrer sur 1 an pour les entreprises du secteur privé : -1,22pt

Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants) -16,9%

Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants) -13,7%



Taux de restes à recouvrer : montant des cotisations non soldés par rapport aux cotisations déclarées par les entreprises



Département de la Seine-Saint-Denis

Données du 1er semestre 2019 par secteur d'activité

Secteur d'activité		Déclaration d'embauché(e) S. N	Poids secteur	Evolution 1S19/ 1S18
INDUSTRIE	Industries agro alimentaire	3 611	0,93%	6,33%
	Cokéfaction et raffinage	20	0,01%	-4,76%
	Equipements électriques, électroniques, informatiques	340	0,09%	-0,87%
	Fabrication de matériels de transport	311	0,08%	36,40%
	Autres produits industriels	3 861	1,00%	0,93%
	Industries extractives, énergie, eau	1 181	0,31%	35,13%
	Industrie	9 324	2,41%	7,36%
CON.	Construction	32 240	8,34%	10,22%
TERTIAIRE	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	23 902	6,18%	-3,22%
	Transport	19 476	5,04%	-1,28%
	Hébergement et restauration	52 764	13,65%	-7,13%
	Information et communication	63 310	16,38%	-6,89%
	Activités financières et d'assurance	2 220	0,57%	-0,13%
	Activités immobilières	2 221	0,57%	-12,46%
	Activités scientifiques et techniques ; soutien et services administratifs	90 067	23,30%	16,64%
	Administrations publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale	45 750	11,84%	2,64%
	Autres activités de services	45 141	11,68%	-13,87%
Tertiaire	344 851	89,23%	-0,90%	
Autres	80	0,02%	175,86%	
Total hors intérim		386 495	100,00%	0,14%
Intérim		224 934		6,79%
Total		611 429		2,49%

*données provisoires

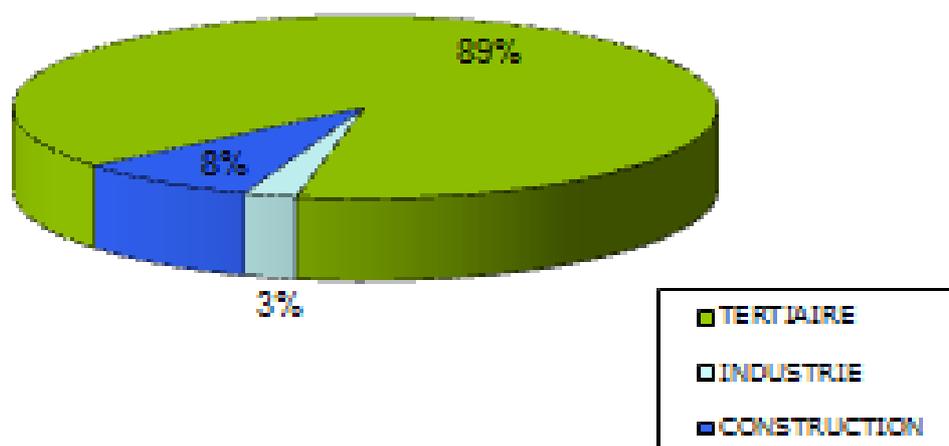
Commentaire sur l'évolution des déclarations d'embauche

Au 1er semestre 2019 le nombre de déclarations uniques d'embauches (hors intérim) reste stable par rapport au 1er semestre 2018 (légère augmentation de 0,14 % (550 DPAE de plus) . Le nombre de DUE a augmenté sur les secteurs de l'Industrie de 7,36 % et de la Construction de 10,22 %, le Tertiaire subit une baisse de 0,90 %)

Les données des graphiques :

	1SN	
TERTIAIRE	344 851	89,24%
INDUSTRIE	9 324	2,41%
CONSTRUCTION	32 240	8,34%
	386 415	100,00%

Répartition des DUE par activité



le RSA en Seine-Saint-Denis

septembre 2019

Foyers bénéficiaires du RSA

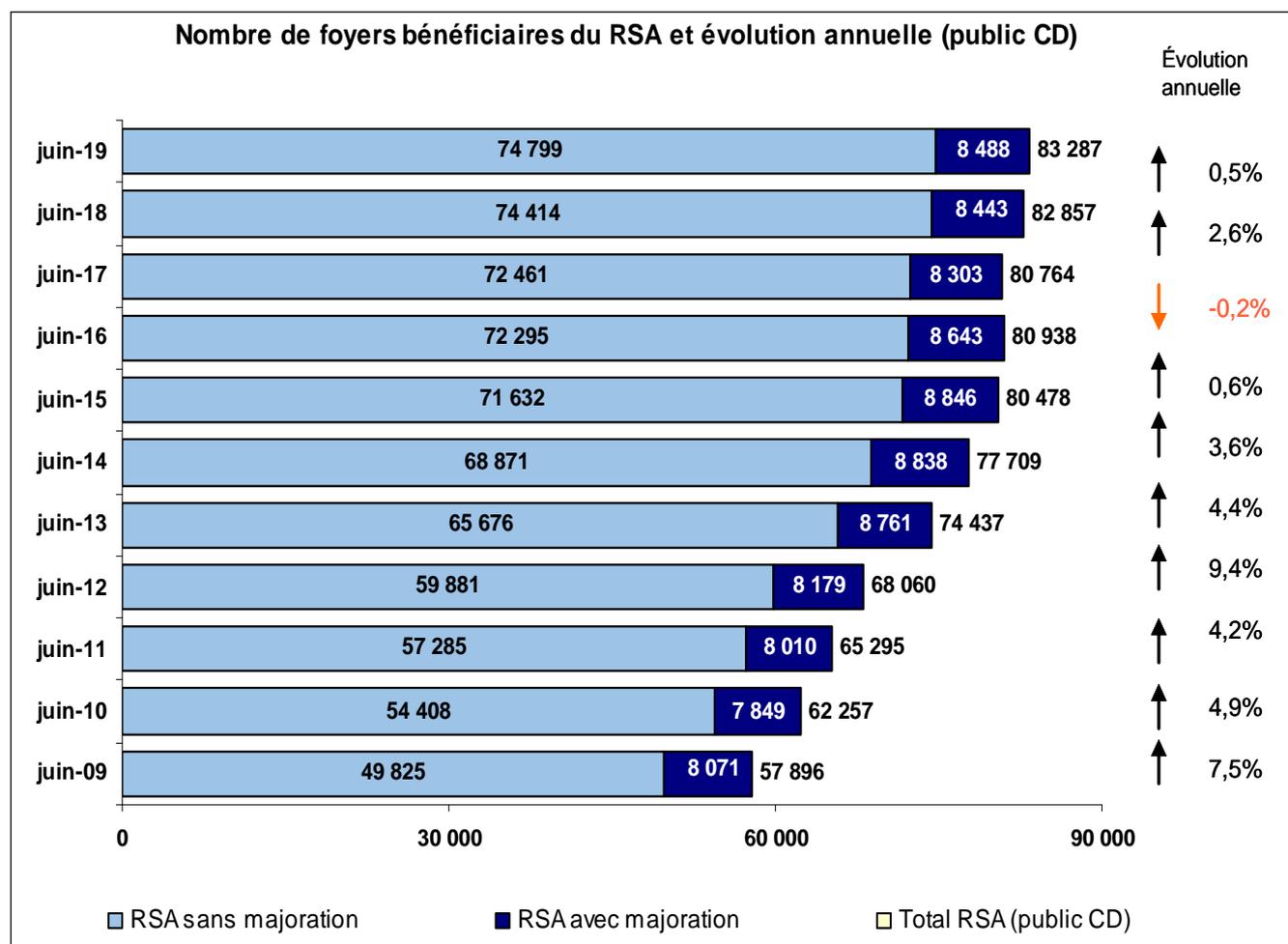
Source: CAF

Au 30 juin 2019, on dénombre en Seine-Saint-Denis 82 287 foyers bénéficiaires du RSA socle (public relevant de la compétence du Département et regroupe le RSA socle seul et le RSA socle avec prime d'activité. Le nombre de bénéficiaires est relativement stable entre juin 2018 et juin 2019 (0,5%) après avoir connu une augmentation de 2,6% entre juin 2017 et juin 2018 et une baisse entre juin 2016 et juin 2017.

Pour les autres périodes, l'évolution annuelle a été disparate avec une progression importante observée entre juin 2012 et juin 2013 (+9,4%).

Depuis juin 2009, l'augmentation la plus dynamique des bénéficiaires concerne essentiellement le RSA non majoré voir tableau ci-dessus :

	Evolution RSA non majoré	Evolution RSA majoré
juin 09 / juin 10	9,2	-2,8
juin 10 / juin 11	5,3	2,1
juin 11 / juin 12	4,5	2,1
juin 12 / juin 13	9,7	7,1
juin 13 / juin 14	4,9	0,9
juin 14 / juin 15	4,0	0,1
juin 15 / juin 16	0,9	-2,3
juin 16 / juin 17	0,2	-3,9
juin 17 / juin 18	2,7	1,7
juin 18 / juin 19	0,5	0,5



Orientation et Accompagnement des bénéficiaires du RSA

Source: Conseil Départemental

Le revenu de solidarité active (RSA) donne des droits au bénéficiaire, mais la loi lui impose aussi, dans certains cas, des obligations d'insertion. On parle alors des « droits et devoirs » des bénéficiaires du RSA. Les mêmes droits et devoirs s'appliquent au bénéficiaire et à son conjoint, concubin ou partenaire pacsé.

En Seine-Saint-Denis, au mois de décembre 2017, 93 099 personnes sont soumises aux droits et devoirs pour 81 680 foyers bénéficiaires du RSA.

Le bénéficiaire du RSA étant soumis aux obligations d'insertion, sa situation est examinée par les services du département, qui déterminent l'accompagnement le plus adapté pour faciliter son accès à l'emploi ou consolider ses capacités professionnelles, on parle alors d'**orientation** professionnelle, sociale, ou socioprofessionnelle.

Le conseil départemental désigne un référent unique dont le rôle est de conseiller et aider le bénéficiaire dans ses démarches d'insertion. On parle alors d'**accompagnement** (appelé aussi contractualisation).

Le service référent établit avec le bénéficiaire le plan d'actions à mener, qui prend la forme d'un contrat d'engagements réciproques (CER) ou, si c'est un conseiller de Pôle emploi, d'un projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE).

Orientation des bénéficiaires du RSA :

En 2018, 28 401 orientations en flux ont été réalisées :

41% ont été orientés vers un parcours emploi (Pôle emploi)

51% ont été orientés vers un parcours socioprofessionnel (Projet Insertion Emploi)

8% ont été orientés vers un parcours social (service social départemental ou associations conventionnées).

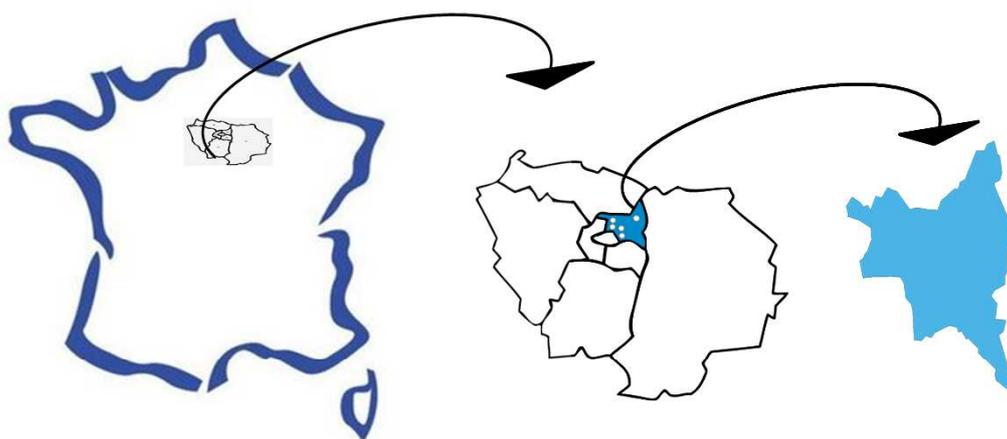
Accompagnement des bénéficiaires du RSA :

En 2018, 22 963 Contrats d'engagement réciproque (CER) ont été validés par le département.

Positionnement de la Seine-Saint-Denis

Source: CAF

Dans cette partie, la seule donnée disponible est celle du mois de décembre pour l'ensemble des départements



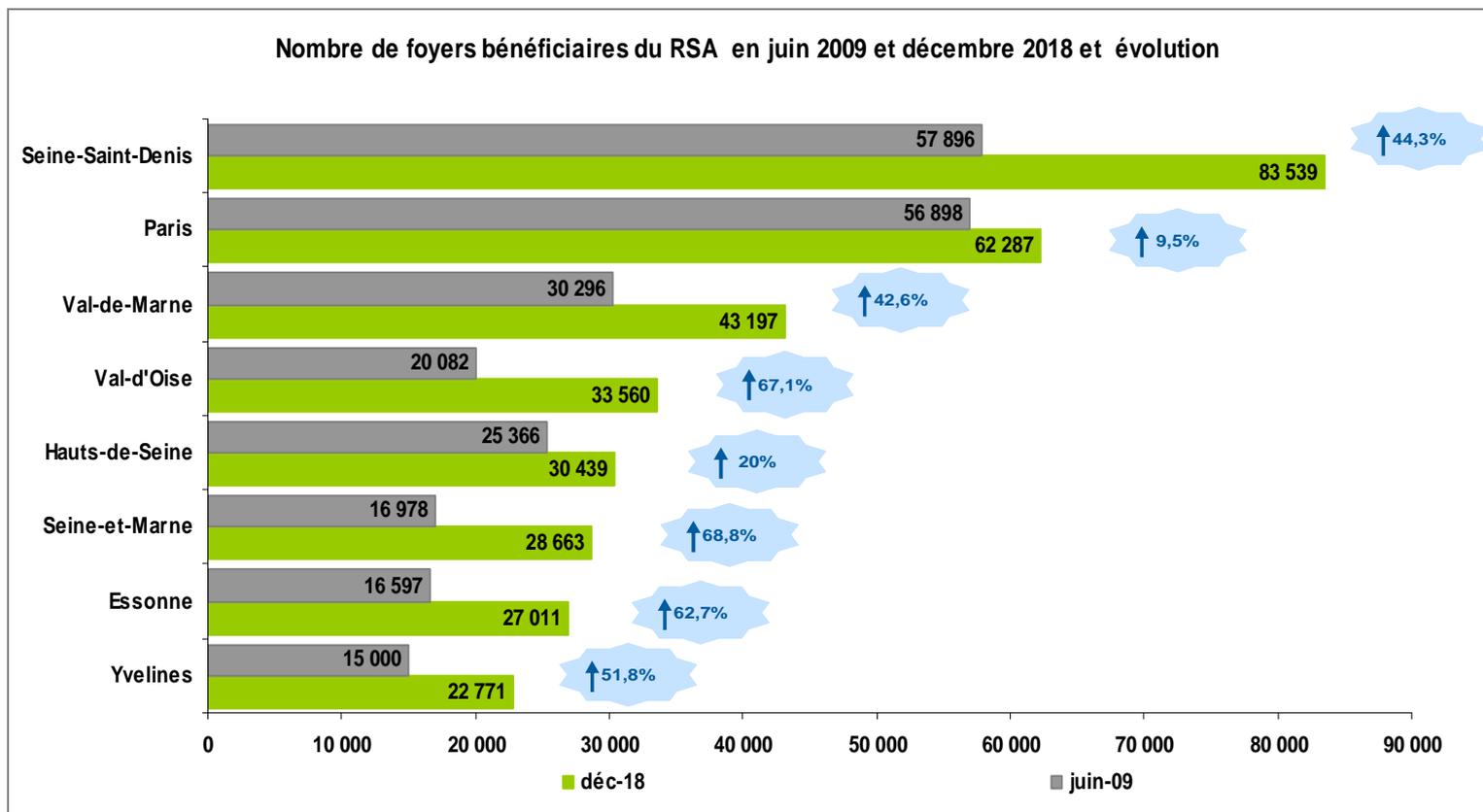
Nombre de foyers bRSA :	1 639 802	331 467	83 539
DEFM (catégories ABC) :	5 605 000	992 960	172 420
DEFM bénéficiant du RSA :	911 125	159 454	34 242

bRSA : bénéficiaires du RSA. Données consolidées au 31 décembre 2018, source CAF

DEFM : demandeurs d'emploi en fin de mois au 31 décembre 2018, source Pôle Emploi

Jusqu'à 2015, le nombre annuel de foyers bénéficiaires du RSA a augmenté dans tous les départements. A partir de 2016, la mise en place de la prime d'activité a engendré un ralentissement voire une baisse dans presque tous les départements.

En 2018, le nombre de foyers bRSA est reparti à la hausse. Le graphe ci-dessous illustre l'évolution annuelle de ce nombre entre décembre 2017 et décembre 2018 dans les départements d'Ile-de-France.



Neuf ans et demi après la mise en place de la loi RSA, la Seine-Saint-Denis compte toujours le nombre de foyers bénéficiaires du RSA le plus élevé de la région avec une évolution de 44,3%.

Cette évolution est disparate dans les autres départements : elle est cinq fois moins importante dans le département de Paris qu'en Seine-Saint-Denis (9,5% contre 44,3%). Elle dépasse les 60% dans les départements de l'Essonne (62,7%), de Val-d'Oise (67,1%) et Seine-et-Marne (68,8% l'évolution la plus importante de la Région).

Classement	Département	RSA juin-2009	RSA déc-2018	Évolution juin-09 déc-18	DEFM catégories A-B-C	DEFM ayant droit au RSA	Part dans total DEFM
1	Nord	86 973	108 022	24,2%	272 710	67 347	24,7%
2	Seine-Saint-Denis	57 896	83 539	44,3%	172 420	34 242	19,8%
3	Bouches-du-Rhône	63 259	76 701	21,2%	206 960	48 216	19,5%
4	Paris	56 898	62 287	9,5%	202 270	31 383	15,5%
5	Pas-de-Calais	45 789	54 499	19,0%	139 710	28 325	20,3%
6	Rhône	28 349	45 306	59,8%	157 380	24 199	15,3%
7	Val-de-Marne	30 296	43 197	42,6%	107 720	16 879	16,1%
8	Seine-Maritime	28 425	40 741	43,3%	119 660	21 728	18,1%
9	Gironde	26 603	40 331	51,6%	151 000	23 053	15,0%
10	Hérault	32 177	39 540	22,9%	130 590	24 813	18,6%
Ile-de-France		239 113	331 467	38,6%	992 960	159 454	16,1%
France Métropolitaine		1 198 077	1 639 802	36,9%	5 917 600	911 125	16,3%

En France Métropolitaine, au mois de décembre 2018, la Seine-Saint-Denis occupe toujours le deuxième rang au regard du nombre de foyers bénéficiaires du RSA. Entre juin 2009 et décembre 2018, la hausse la plus importante a été observée dans le département des Alpes-de-Haute-Provence (79,7%) et la plus faible dans le département de Paris (9,5%). La part des DEFM ayant droit au RSA varie entre 7% en Corse du Sud pour 2 237 foyers bRSA et 26% dans l'Aube pour 9 099 foyers bRSA.



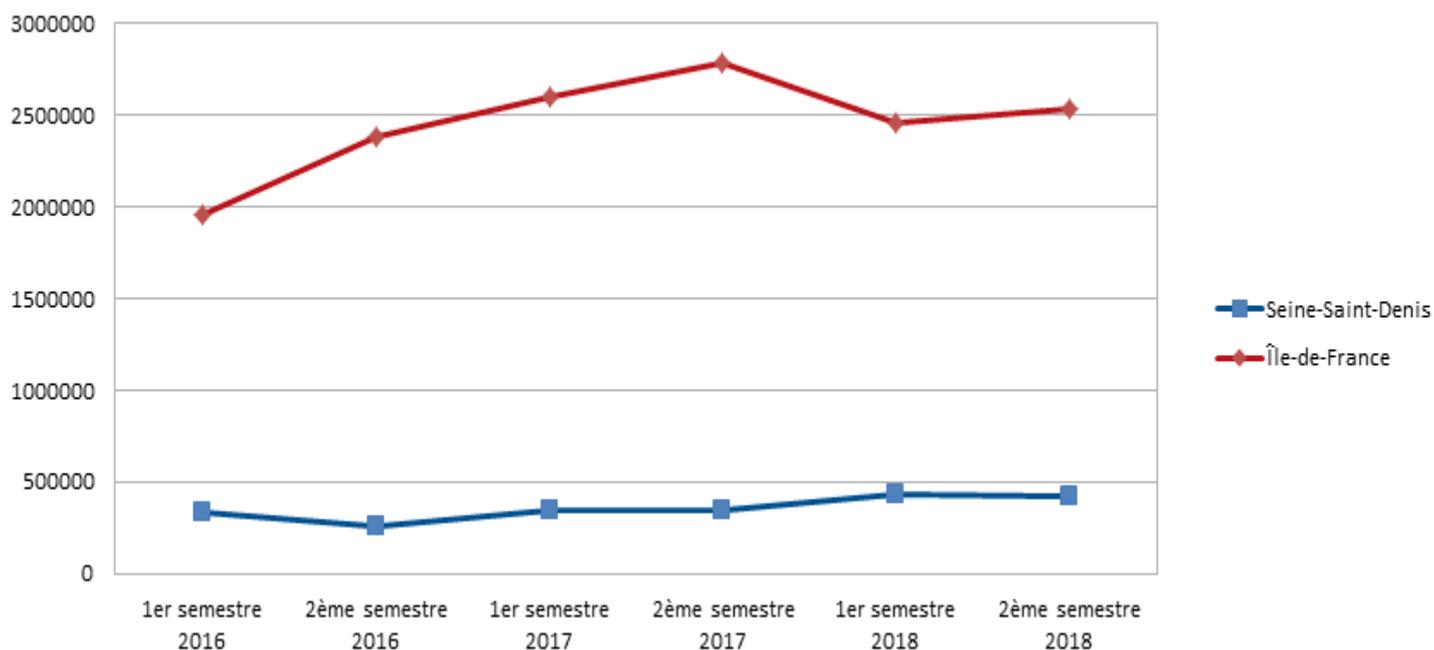
LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER

LOCAUX D'ACTIVITÉ EN SEINE-SAINT-DENIS

Les données sont issues de Sitadel et de l'ECLN. Les données sont en date réelle

Surfaces de locaux autorisés sur la Seine-Saint-Denis et l'Île-de-France sur 3 ans

	1 ^{er} semestre 2016	2 ^{ème} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017	2 ^{ème} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018	2 ^{ème} semestre 2018	Variation par rapport à 2016	Variation par rapport à 2017
Seine-Saint-Denis	338 688	258 529	350 063	345 487	427 669	420 218	+ 42 %	+ 22 %
Île-de-France	1 962 061	2 387 331	2 598 720	2 781 176	2 459 635	2 535 473	+ 15 %	-7,00 %
Part de la SSD	17 %	11 %	13 %	12 %	17 %	17 %		



Surfaces de locaux autorisés en fonction du type de locaux, sur 3 ans, aux échelles IDF, SSD et EPT

Bureaux						
	1 ^{er} semestre 2016	2 ^{ème} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017	2 ^{ème} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018	2 ^{ème} semestre 2018
Plaine Commune	55 729	32 184	46 800	41 470	118 603	144 079
Est Ensemble	1 776	57 031	11 512	3 245	56 261	75 193
Grand Paris Grand Est	1 224	1 148	5 395	1 739	3 809	3 707
Paris Terres d'Envol	5 923	7 758	4 766	13 367	3 580	3 635
Seine-Saint-Denis	64 652	98 121	68 473	59 821	182 253	226 614
Île-de-France	508 907	692 828	684 717	680 016	696 474	860 710
Part PCo/SSD	86,20 %	32,80 %	68,35 %	69,32 %	65,08 %	63,58 %
Part SSD/IDF	12,70 %	14,16 %	10,00 %	8,80 %	26,17 %	26,33 %

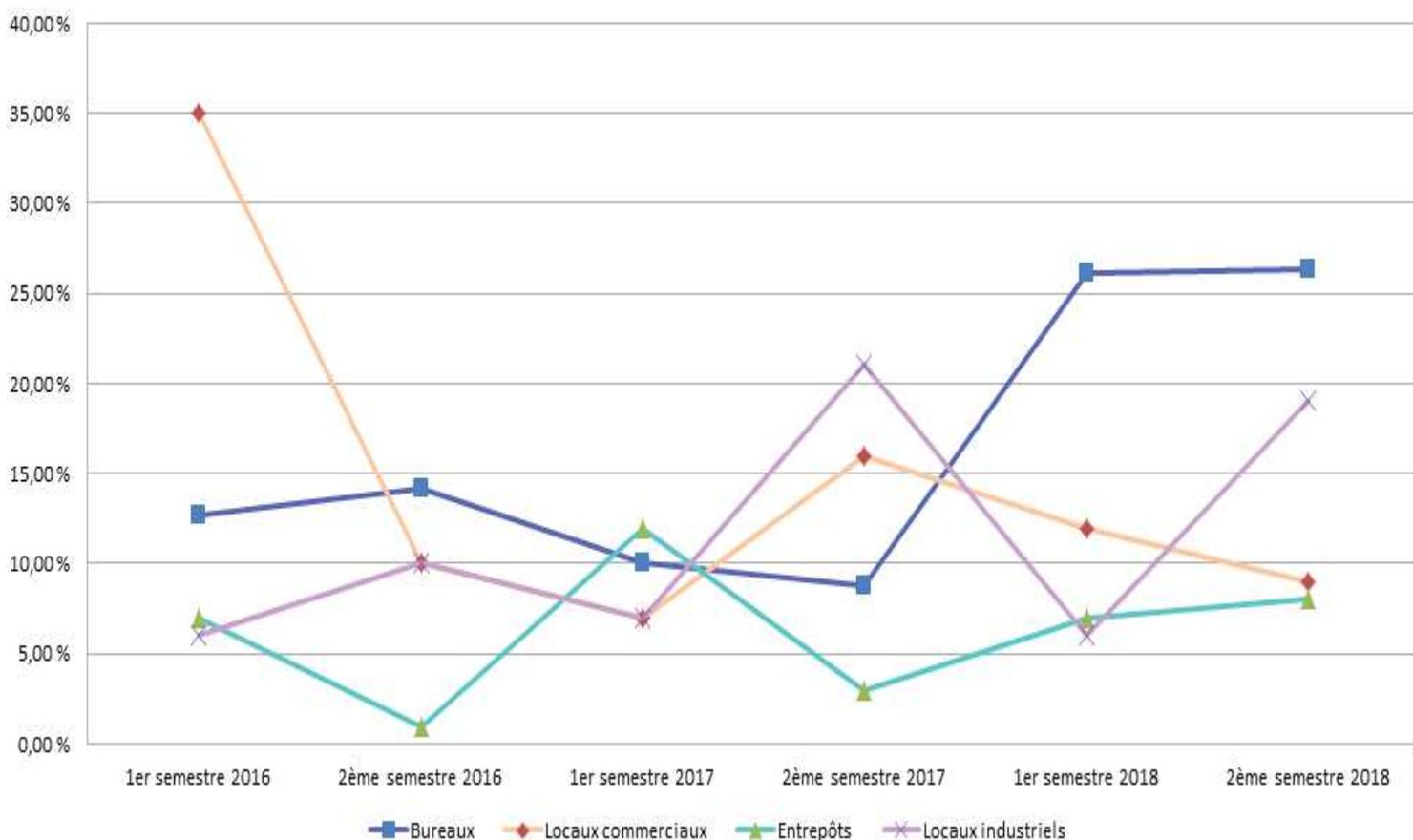
Chiffres à l'échelle de la Seine-Saint-Denis

	1 ^{er} semestre 2016	2 ^{ème} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017	2 ^{ème} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018	2 ^{ème} semestre 2018
Bureaux	64 652	98 121	68 473	59 821	182 253	226 614
Locaux commerciaux	111 310	34 885	29 637	46 559	23 934	29 910
Entrepôts	15 558	4 427	66 921	20 362	29 476	19 847
Locaux industriels	10 265	19 018	6 220	33 741	10 189	41 475
TOTAL	201 785	156 451	171 251	160 483	245 852	317 846
Part Bureau/Total	32,04 %	62,72 %	39,98 %	37,28 %	74,13 %	71,30 %

Pourtant : source Insee, chômage en SSD a pris + 2 % entre 2007 et 2012 pour atteindre 18,2 %. 18,7 % en 2016. Plaine Commune est le deuxième EPT avec la plus forte évolution du chômage.

Part de la Seine-Saint-Denis par rapport à l'Île-de-France

	1 ^{er} semestre 2016	2 ^{ème} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017	2 ^{ème} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018	2 ^{ème} semestre 2018
Locaux commerciaux	35 %	10 %	7 %	16 %	12 %	9 %
Entrepôts	7 %	1 %	12 %	3 %	7 %	8 %
Locaux industriels	6 %	10 %	7 %	21 %	6 %	19 %



LOGEMENTS EN SEINE-SAINT-DENIS

Pour les logements individuels – en nombre de logements

	1 ^{er} semestre 2016	2 ^{ème} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017	2 ^{ème} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018	2 ^{ème} semestre 2018	Variation par rapport à 2016	Variation par rapport à 2017
Seine-Saint-Denis	287	425	366	373	400	431	17 %	12 %
Île-de-France	5 212	5 699	5 414	5 767	5 522	5 345	0 %	-3 %
Part de la SSD	6 %	7 %	7 %	6 %	7 %	8 %		

Pour les logements collectifs – en nombre de logements

	1 ^{er} semestre 2016	2 ^{ème} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017	2 ^{ème} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018	2 ^{ème} semestre 2018	Variation par rapport à 2016	Variation par rapport à 2017
Seine-Saint-Denis	5 716	7 731	5 691	8 270	6 444	7 736	5 %	2 %
Île-de-France	27 843	35 398	31 705	38 723	32 211	35 897	8 %	-3 %
Part de la SSD	21 %	22 %	18 %	21 %	20 %	22 %		

À l'échelle de la Seine-Saint-Denis

	1 ^{er} semestre 2016	2 ^{ème} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017	2 ^{ème} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018	2 ^{ème} semestre 2018
TOTAL	6 483	9 482	7 089	9 672	7 644	9 519
Part des logts ind.	4 %	4 %	5 %	4 %	5 %	5 %
Part des logts coll.	88 %	82 %	80 %	86 %	84 %	81 %

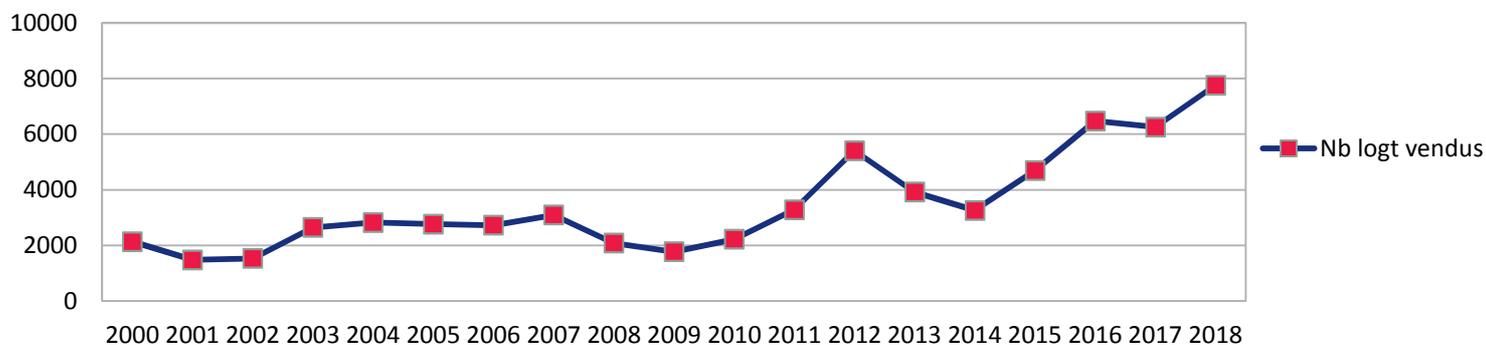
Vente de logements en Seine-Saint-Denis depuis 2000

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Nb de logts vendus	2 133	1 479	1 530	2 643	2 823	2 763	2 722	3 090	2 078	1 769
Prix au m ²	1 994	2 039	2 188	2 371	2 653	3 033	3 282	3 508	3 569	3 544
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	TOTAL
Nb de logts vendus	2 217	3 279	5 403	3 915	3 260	4 689	6 472	6 254	7 755	66 274
Prix au m ²	3 847	4 221	4 113	4 082	3 939	3 987	4 160	4 110	4 174	

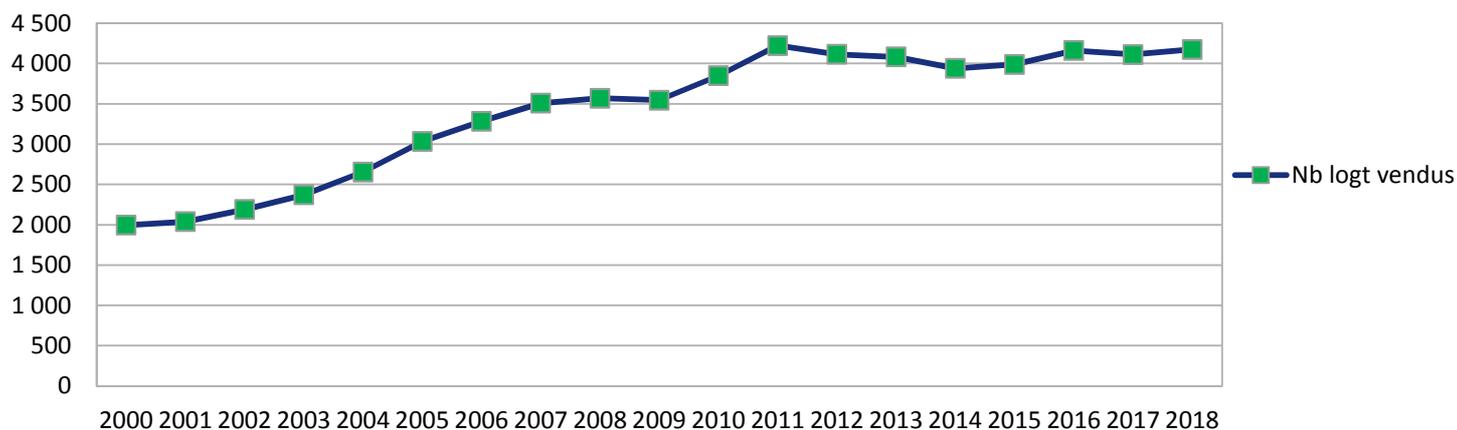
TOP 10 (vente en un trimestre)

Classement	Année	Ville	Prix total des ventes	Type de logements
1	2017	Saint-Ouen-sur-Seine	88 872 876 €	Collectif
2	2019	Noisy-le-Grand	85 315 205 €	Collectif
3	2019	Saint-Ouen-sur-Seine	84 621 938 €	Collectif
4	2018	Noisy-le-Grand	69 794 035 €	Collectif
5	2018	Saint-Ouen-sur-Seine	69 313 909 €	Collectif
6	2017	Romainville	67 270 261 €	Collectif
7	2018	Romainville	63 374 430 €	Collectif
8	2016	Romainville	60 110 060 €	Collectif
9	2016	Montreuil	56 945 588 €	Collectif
10	2019	Noisy-le-Grand	55 419 749 €	Collectif

Nombre de logements vendus



Prix de vente au m²



NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis * Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis * Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis * Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis * Tribunal de Commerce * DIRECCTE Ile-de-France * URSSAF de Paris- Région Parisienne * Pôle Emploi Seine-Saint-Denis * Unité départementale de l'Équipement et de l'Aménagement * Comité Départemental du Tourisme * Banque de France de la Seine-Saint-Denis * Direction départementale des Finances Publiques * Direction régionale des Douanes de Paris-Est

IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS (RCS)

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economiques : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS IMPLANTÉS EN ZFU EN SEINE-SAINT-DENIS : ÉVOLUTION DEPUIS 2001

L'indicateur relatif au nombre d'établissement implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis est issu de l'exploitation du système d'information territoriale de la CCIR, Territem.

Il repose sur une géolocalisation précise (réalisée par la CCID Seine-Saint-Denis), des établissements de Seine-Saint-Denis.

Il provient du fichier des établissements produit par l'INSEE (Sirene Notice 80), disponible au 31 décembre de chaque année.

Il ne tient pas compte des activités suivantes :

- les personnes morales et organismes soumis au droit administratif (collectivités, écoles, OPHLM, etc.)
- les organismes privés spécialisés (CPAM, caisse de retraite, ASSEDIC, etc.)
- les groupements de droit privé (associations, fondations, clubs sportifs, etc.)
- les paroisses hors zone concordataire
- Etat collectivité ou établissement public étranger (ambassades, consulat, etc.)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public (ex : EPA Plaine de France, Caisse nationale de prévoyance)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public (ex : SNCF et RATP)
- Exploitant public (la Poste)
- Etablissement public local à caractère industriel ou commercial (OPAC, office public, etc.)
- Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial (Cinéma associatif, régie communale de distribution de l'eau, etc.)
- Institution Banque de France

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés :

- le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.
- Chiffre d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. En conséquence, une certaine prudence s'impose lors de l'analyse de ces données.

- TVA brute totale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 20 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche...prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

- TVA déductible sur immobilisations : la technique retenue pour la taxation de la valeur ajoutée implique que la taxe qui a alourdi les éléments du prix de revient d'une opération imposable soit déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est-à-dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

- TVA nette due : il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Cette variable est donc à utiliser avec prudence dans la mesure où elle ne reflète pas les sommes effectivement versées au Trésor Public.

Ainsi, certaines entreprises peuvent déclarer un montant de TVA due correspondant à leur chiffres d'affaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de payer du fait de la conjoncture ou du comportement de leur dirigeant. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement.

De plus, il convient de noter que l'évolution de la situation économique n'est pas directement liée au montant dû de TVA dans la mesure où le montant peut être impacté par des opérations d'investissement ou des exportations lourdes réalisées par les entreprises les plus importantes.

CHIFFRES CLES « SALONS »

Les comparaisons sont faites entre années similaires, c'est-à-dire entre années paires d'une part et années impaires d'autre part.

DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)

- l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés.

Les données publiées disponibles sont en date « de prise en compte » (dans le système statistique). Celles-ci donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs de construction pour résoudre la crise du logement en Île-de-France.

DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- le champ de l'enquête : elle utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins cinq logements neufs, dont au moins un est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- les mises en vente : on appelle « mises en vente » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectués sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

Pour le Club 93 Conjoncture, l'analyse réalisée par l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne porte que sur le marché des appartements neufs.

DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DRIEA SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE

L'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA transmet des données sur les flux physiques :

- données de la construction (privée et sociale)
- données du marché immobilier des logements neufs : les données portent uniquement sur les ventes de logements neufs en collectif (ventes, mises en vente).

La Banque de France transmet, dans sa série des encours de crédits à l'habitat, non pas des données de flux, mais des données de stocks (ou de variation de stocks si l'on observe la progression des encours de crédits).

Le champs observé, en grisé sur le tableau, diffère de celui de l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA : n'y figurent pas les crédits mobilisés par les promoteurs locatifs sociaux ou HLM (soit 25 à 35 % de la construction neuve dans le département) ; en revanche, son champ intègre les transactions dans l'ancien, sur quoi l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne fournit pas d'informations semestrielles.

Les informations transmises par la Banque de France fournissent donc une image plus éloignée des fluctuations dans la construction neuve des logements : les variations d'encours sont affectées par des variations dans le remboursement de crédits antérieurs ; les crédits nouveaux intègrent les crédits sur les transactions, et leur volume dépend aussi d'effet de prix, et de variations dans les structures de financement adoptées par les acquéreurs de logements (répartition entre les fonds propres, les crédits familiaux ou amicaux non déclarés, et les crédits bancaires).

INDICATIONS DE LECTURE

CVS : corrigées des variations saisonnières

DB : données brutes

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.

CONTACTS

SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE	
Sylvia REIVER Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 48 95 10 28 / Fax : 01 48 95 11 58 / sreiver@cci-paris-idf.fr	
DONNEES	CORRESPONDANTS
LES MENAGES	
Crédits à la consommation Crédit à l'habitat	Jacques ROBIN Banque de France Tél : 01 48 13 35 49 jacques.robin@banque-france.fr
LES ENTREPRISES	
Analyse des enregistrements au RCS	Francis GRIVEAU Tribunal de Commerce de Bobigny Tél : 01 41 83 61 51/52 president@greffe-tc-bobigny.fr
Analyse des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteurs d'activités	Éric FROELICHER Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93 Tél : 01 41 60 75 23 e.froehlicher@cma93.fr
Nombre d'établissements implantés en ZFU	Nadia VALENTE-GUIDIS CCID Seine-Saint-Denis Tél : 01 48 95 10 28 nvalente@cci-paris-idf.fr
Le commerce extérieur	Jean-François DEPIN Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est Tél : 09 70 27 21 32 / 06 64 58 00 10 Jean-francois.depin@douane.finances.gouv.fr
La Taxe sur la Valeur Ajoutée et l'Impôts sur les Sociétés	Bruno SIMON DDFIP Tél : 01 48 96 62 89 Bruno.simon@dgfip.finances.gouv.fr
Crédits à l'équipement des entreprises	Jacques ROBIN Banque de France Tél : 01 48 13 35 49 jacques.robin@banque-france.fr

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS – Octobre 2019

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES	
<p>Le musée de l’Air et de l’Espace</p> <p>La Basilique de Saint-Denis</p> <p>Le Stade de France</p> <p>L’hôtellerie</p>	<p>Olivier MEÏER Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01 49 15 99 24 o.meier@tourisme93.com</p>
<p>Les chiffres clés « salons » au Bourget et à Villepinte</p>	<p>CCIR PARIS Département tourisme congrès et salons Jean-Marie NAYS Tél : 01 55 65 77 09 jmnays@cci-paris-idf.fr</p>
L’EMPLOI	
<p>Les demandes d’emploi en fin de mois (DEFM)</p> <p>Les offres d’emplois enregistrées et satisfaites (OEE)</p>	<p>Laurence DEGENNE-SHORTEN Mohammed CHEKROUNI DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 53 21 Laurence.degenne-shorten@dirrecte.gouv.fr Mohammed.chekrouniu@dirrecte.gouv.fr</p>
<p>Le taux d’évolution du chômage sur un an</p>	<p>Laurence DEGENNE-SHORTEN Mohammed CHEKROUNI DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 53 21 Laurence.degenne-shorten@dirrecte.gouv.fr Mohammed.chekrouniu@dirrecte.gouv.fr</p>
<p>Evolution du RSA</p>	<p>Jean-Luc PARISOT Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis Tél : 01 43 93 86 40 jparisot@seinesaintdenis.fr</p>
<p>Les déclarations uniques d’embauches</p>	<p>Marie-Sophie DELPRAT Laurent PIERRE URSSAF de Paris/Seine-Saint-Denis Tél : 01 56 93 24 68</p>
<p>Evolution du nombre d’établissements</p> <p>Evolution du nombre de salariés</p> <p>Evolution des effectifs dans le secteur commercial</p> <p>Evolution des effectifs dans les principaux secteurs d’activité de services</p> <p>Evolution des emplois dans les services</p> <p>Evolution de la part des secteurs tertiaires et industriels dans l’ensemble des emplois salariés</p>	<p>Laurence DEGENNE-SHORTEN Mohammed CHEKROUNI DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 53 21 Laurence.degenne-shorten@dirrecte.gouv.fr Mohammed.chekrouniu@dirrecte.gouv.fr</p>
LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER	
<p>Construction de logements neufs</p> <p>Logements locatifs sociaux</p> <p>Marché des appartements neufs (promotion privée)</p> <p>Construction de locaux d’entreprise</p>	<p>Fabien DOISNE / Paul LEROUX DRIEA 93 / UDEA93 fabien.doisne@developpement-durable.gouv.fr paul.leroux@developpement-durable.gouv.fr</p>

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA
SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2018 -

